

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15067]

Ambassades étrangères en Belgique  
Remise de Lettres de créance

Le 20 mai 2015, LL.EE. M. Antoniό Vasco da Cunha e Lorena ALVES MACHADO, Mme Sophie THEVENOUX, M. Deo SARAN et M. AHN Chong-ghee ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement de la République Portugaise, de la Principauté de Monaco, de la République des Fidji et de la République de Corée à Bruxelles.

LL.EE. ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à leur résidence à l'issue de l'audience.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15067]

Buitenlandse ambassades in België  
Overhandiging van geloofsbrieven

Op 20 mei 2015 hebben H.E. de heer Antoniό Vasco da Cunha e Lorena ALVES MACHADO, Mevr. Sophie THEVENOUX, de heer Deo SARAN en de heer AHN Chong-ghee de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Portugese Republiek, van het Vorstendom Monaco, van de Republiek Fiji en van de Republiek Korea te Brussel.

H.E. werden in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar hun residentie teruggebracht.

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### COUR CONSTITUTIONNELLE

[2015/202475]

Extrait de l'arrêt n° 49/2015 du 30 avril 2015

Numéros du rôle : 5853 et 5863

*En cause* : les recours en annulation partielle de la loi du 8 mai 2013 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et modifiant la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses II », introduits par Mustapha Ammor et par l'« Orde van Vlaamse balies » et Kati Verstrepen.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschant, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 20 février 2014 et parvenue au greffe le 24 février 2014, Mustapha Ammor, assisté et représenté par Me R. Fonteyn, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 11, 14, 21 et 27 de la loi du 8 mai 2013 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et modifiant la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses II » (publiée au *Moniteur belge* du 22 août 2013).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 février 2014 et parvenue au greffe le 26 février 2014, un recours en annulation des articles 14, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 21, 2<sup>o</sup>, et 27 de la loi du 8 mai 2013 précitée a été introduit par l'« Orde van Vlaamse balies » et Kati Verstrepen, assistés et représentés par Me D. Lindemans, avocat au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5853 et 5863 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant aux dispositions attaquées*

B.1.1. Le Conseil du Contentieux des étrangers est une juridiction administrative compétente pour statuer sur des recours de pleine juridiction dirigés contre des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, ainsi que sur des recours en annulation d'autres « décisions individuelles prises en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » (articles 39/1 et 39/2 de la loi du 15 décembre 1980 « sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers »).

B.1.2. Les principales règles de procédure à suivre devant cette juridiction sont énoncées au chapitre 5 (« La procédure ») du titre Ierbis (« Le Conseil du Contentieux des étrangers ») de la loi du 15 décembre 1980.

Les articles 39/56 à 39/68-2, qui composent la section I de ce chapitre, constituent des « dispositions communes », applicables à la procédure à suivre tant en cas de recours de pleine juridiction qu'en cas de recours en annulation. Les articles 39/69 à 39/77, qui composent la section II de ce chapitre, sont des « dispositions spécifiques applicables aux recours de pleine juridiction contre les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ».

Les articles 39/78 à 39/85, qui composent la section III du chapitre précité, concernent le « recours en annulation ».

B.2.1. Les recours en annulation sont dirigés contre les articles 11, 14, 21 et 27 de la loi du 8 mai 2013 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et modifiant la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses II ».

Les articles 11, 14 et 21 attaqués modifient, respectivement, les articles 39/57-1, 39/69 et 39/81 de la loi du 15 décembre 1980; l'article 27 attaqué détermine l'entrée en vigueur de ces modifications.

B.2.2.1. L'article 11 de la loi du 8 mai 2013 est attaqué par le requérant dans l'affaire n° 5853, uniquement en ce que cette disposition se réfère à l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 7<sup>o</sup>, tel qu'il a été inséré par l'article 14, 3<sup>o</sup>, attaqué.

L'article 11, 1<sup>o</sup>, attaqué, complète l'article 39/57-1, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 par la phrase suivante :

« Si une partie a élu domicile chez un avocat, ces envois peuvent également se faire par courrier électronique à l'adresse que l'avocat a utilisée pour l'envoi de la copie visée à l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 7<sup>o</sup>, à moins que l'avocat ait indiqué expressément une autre adresse électronique à cet effet ».

B.2.2.2. Tel qu'il a été complété par l'article 11, 1<sup>o</sup>, attaqué, l'article 39/57-1, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une convocation, les envois peuvent néanmoins se faire par pli ordinaire ou par télécopie lorsque leur réception ne fait courir aucun délai. Si une partie a élu domicile chez un avocat, ces envois peuvent également se faire par courrier électronique à l'adresse que l'avocat a utilisée pour l'envoi de la copie visée à l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 7<sup>o</sup>, à moins que l'avocat ait indiqué expressément une autre adresse électronique à cet effet ».

B.2.3. L'article 14, 3<sup>o</sup>, de la loi du 8 mai 2013 complète l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 par un 7<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> les requêtes introduites par une partie assistée d'un avocat, dont aucune copie n'a été envoyée par courrier électronique et selon les modalités fixées par arrêté royal ».

L'article 14, 4<sup>o</sup>, attaqué insère dans l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, le chiffre « , 7<sup>o</sup> » entre les mots « l'alinéa 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> » et les mots « le greffier en chef ».

B.2.4. L'article 21, 2<sup>o</sup>, attaqué complète l'article 39/81, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 par la phrase suivante :

« Si la note d'observation originale est introduite par lettre recommandée ou par porteur contre accusé de réception, une copie de celle-ci est, sous peine d'irrecevabilité de la note d'observation, envoyée dans le même délai par courrier électronique et selon les modalités fixées par un arrêté royal ».

L'article 21, 3<sup>o</sup>, attaqué, insère entre les alinéas 7 et 8 de l'article 39/81 de la loi du 15 décembre 1980 un alinéa rédigé comme suit :

« Sous peine d'irrecevabilité du mémoire de synthèse et si la partie requérante est assistée par un avocat, une copie du mémoire de synthèse est envoyée dans le délai prévu à l'alinéa 5 par courrier électronique et selon les modalités prévues par un arrêté royal. Le greffe fait expressément mention de cette prescription sur la notification prévue à l'alinéa 3 ».

B.2.5. En vertu de l'article 27 attaqué, les dispositions attaquées sont entrées en vigueur « le premier jour du sixième mois qui suit le mois de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* », soit le 1<sup>er</sup> février 2014.

Il ressort de l'exposé des requêtes que cette disposition n'est attaquée que dans la mesure où elle se réfère aux autres dispositions attaquées.

B.3. Selon les travaux préparatoires, les dispositions attaquées s'inscrivent dans l'objectif d'une « instauration phasée d'un traitement électronique des recours devant le Conseil du Contentieux des Etrangers » :

« Il a été opté pour un ensemble de mesures qui peuvent permettre, sans que des investissements importants soient nécessaires à cet effet, que le Conseil du Contentieux des Etrangers puisse encore mieux exercer sa tâche clé, à savoir, rendre des arrêts de qualité dans les délais légaux.

[...]

4. L'instauration phasée d'un traitement électronique des recours devant le Conseil du Contentieux des Etrangers;

[...]

A l'heure actuelle, beaucoup de procédures de travail à l'intérieur du (greffe du) Conseil se font déjà par voie électronique. Il faut aussi constater que la communication avec les parties est encore celle du vingtième siècle, à savoir par écrit (lettre et/ou télécopie). Le Gouvernement entend que le Conseil, en tant que juridiction administrative moderne, joue pleinement la « carte électronique » et s'engage au maximum dans la procédure de travail électronique. Des exemples internationaux comme par exemple le Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne peuvent être sources d'inspiration en ce qui concerne le dépôt et la notification de pièces de procédure.

L'utilisation de documents électroniques de façon parallèle doit assurer qu'à terme, le Conseil du Contentieux des Etrangers peut fonctionner encore plus rapidement. Le Gouvernement entend toutefois ne pas procéder de manière précipitée. Plutôt qu'une grande adaptation qui prendrait des années pour être mise en œuvre, le Gouvernement opte, en ce qui concerne la communication avec les parties, pour une instauration progressive avec des quick-wins. Ainsi, le projet de loi impose, sous conditions, aux parties l'obligation de transmettre au Conseil la requête et la note d'observations par voie électronique. L'introduction de cette mesure limitée a un impact immédiat : les pièces de procédure que les parties communiquent régulièrement par voie électronique ne doivent plus être scannées ou retapées par les magistrats lors de la rédaction de leurs arrêts. Il va de soi que ceci peut entraîner un grand gain de temps. En outre, la possibilité de transmettre certaines pièces aux parties par voie électronique, est déjà prévue. Dans une phase ultérieure, il doit être possible, entre autres sur la base des premières expériences avec le dépôt et la notification électroniques prévus dans le présent projet, de parvenir à un remplacement total des dossiers de procédure en version papier » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2555/001 et 2556/001, pp. 30-33).

Les travaux préparatoires relatifs à l'article 11 attaqué expliquent aussi :

« A l'avenir, l'objectif du Conseil du Contentieux des Etrangers est de travailler de plus en plus avec des documents électroniques. Il est opté pour une approche phasée. En premier lieu, a été développé un site internet permettant au justiciable de trouver facilement la jurisprudence du Conseil du Contentieux des Etrangers et de prendre connaissance de certaines informations pratiques relatives au fonctionnement de cette juridiction. Une deuxième phase dans le développement d'une e-juridiction consiste à utiliser les pièces de procédure introduites par voie électronique par les parties pour la rédaction des arrêts. Dans une troisième phase, le Conseil du Contentieux des Etrangers doit également pouvoir parvenir à élaborer un système où presque toute la procédure (introduction de la requête, traitement, consultation des pièces de procédure, notification des actes, etc.) se déroule par voie électronique. A cet effet, un certain nombre d'adaptations sont déjà apportées aujourd'hui à la loi du 15 décembre 1980. Dès que les modalités pratiques seront réglées, les adaptations prévues à l'article 39/57-1 permettront au Conseil du Contentieux des Etrangers de faire les envois, qui se font à présent par les services de la poste ou par télécopie, également par voie électronique » (*ibid.*, pp. 40-41).

Il a également été précisé :

« L'entrée en vigueur de la présente loi est, en ce qui concerne le système imposant aux parties de transmettre une copie électronique de leurs pièces de procédure, prévue le premier jour du sixième mois qui suit le mois de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*. Ceci afin de donner au Conseil du Contentieux des Etrangers ainsi qu'aux parties suffisamment de temps pour les éventuelles adaptations nécessaires en matière informatique (p. ex. créer un compte e-mail) » (*ibid.*, p. 59).

B.4. L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 26 janvier 2014 « modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers » a remplacé comme suit l'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 précité :

« § 3. Les copies par courrier électronique visées à l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 7<sup>o</sup>, à l'article 39/72, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et à l'article 39/81, alinéas 2 et 8, de la loi du 15 décembre 1980, sont transmises au Conseil sous forme de fichier annexé à un courriel, à l'adresse suivante :

procedure.rvv-cc@ibz.fgov.be

Les envois par courriel visés à l'alinéa précédent doivent répondre aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Chaque courriel concerne un seul recours et un seul écrit de procédure;

2<sup>o</sup> Les abréviations et références ci-après, séparées par un trait d'union ' - ', seront utilisées tant pour la rubrique ' objet ' du courriel, que pour le nom du fichier annexe.

a) pour les copies visées à l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 7<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 : l'abréviation ' REQ ', suivie du numéro de dossier auprès de l'Office des Etrangers, puis du nom du requérant;

b) pour les copies visées à l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 : l'abréviation ' REGUL ', suivie du numéro de référence comme mentionné dans la lettre de régularisation envoyée par le greffe, suivi du nom du requérant;

c) pour les copies visées à l'article 39/72, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et à l'article 39/81, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 : le numéro de rôle, suivi de l'abréviation ' NOT ', suivie du nom du requérant, suivi de l'abréviation ' CG ' ou ' DVZOE ' respectivement quand le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou le ministre ou son délégué est la partie défenderesse ou suivi du nom de la ville/de la commune qui a été indiquée comme partie défenderesse;

d) pour les copies visées à l'article 39/81, alinéa 8, de la loi du 15 décembre 1980 : le numéro de rôle, suivi de l'abréviation ' SYNT ', suivie du nom du requérant;

en cas de pluralité de requérants, seul celui qui est mentionné en premier dans la requête, sera indiqué.

3<sup>o</sup> la copie électronique de l'écrit de procédure est envoyée au format ' Portable Document Format Archivable (.pdf/A) ' ou au format ' Open Document Texte (.odt) ' ».

Cette disposition est, en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 26 janvier 2014 précité, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2014.

#### *Quant à la recevabilité*

B.5. Le requérant dans l'affaire n<sup>o</sup> 5853 justifie de son intérêt au recours par sa qualité de justiciable ayant introduit un recours en annulation devant le Conseil du Contentieux des étrangers.

L'Ordre des barreaux flamands (Orde van Vlaamse balies), première partie requérante dans l'affaire n<sup>o</sup> 5863, et l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, partie intervenante, ont notamment pour tâche de veiller aux intérêts professionnels communs de leurs membres (article 495, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire) et peuvent prendre les initiatives et mesures utiles pour la défense des intérêts de l'avocat et du justiciable (article 495, alinéa 2, du Code judiciaire); ils justifient de l'intérêt requis pour demander l'annulation de dispositions qui imposent l'envoi électronique de pièces de procédure au justiciable assisté d'un avocat, ce qui n'est du reste pas contesté par le Conseil des ministres.

Etant donné que le recours est recevable en ce qui concerne la première partie requérante dans l'affaire n<sup>o</sup> 5863, l'intérêt de la seconde partie requérante ne doit pas être examiné.

B.6. Le Conseil des ministres soulève une exception d'irrecevabilité en ce que les parties requérantes dans l'affaire n<sup>o</sup> 5863 développent une argumentation concernant l'envoi électronique du mémoire de synthèse alors que le recours en annulation n'est pas dirigé contre l'article 21, 3<sup>o</sup>, de la loi du 8 mai 2013, mais contre l'article 21, 2<sup>o</sup>, de la loi du 8 mai 2013.

B.7.1. En vertu de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, une requête doit contenir un exposé des faits et des moyens.

Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions. Ces exigences sont dictées, d'une part, par la nécessité pour la Cour d'être à même de déterminer, dès le dépôt de la requête, la portée exacte du recours en annulation et, d'autre part, par le souci d'offrir aux autres parties au procès la possibilité de répliquer aux arguments des requérants, en sorte qu'il est indispensable de disposer d'un exposé clair et univoque des moyens.

B.7.2. L'exposé des moyens contenu dans la requête fait apparaître de façon incontestable que les parties requérantes visent l'article 21, 3<sup>o</sup>, de la loi du 8 mai 2013. L'erreur matérielle portant sur la partie d'article attaquée n'a du reste pas empêché le Conseil des ministres de formuler adéquatement sa défense, de sorte qu'il est satisfait aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.7.3. L'exception est rejetée.

#### *Quant au fond*

*En ce qui concerne l'envoi électronique d'une copie de la requête (article 14, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, attaqué)*

B.8.1. Le second moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 5853, pris de la violation des articles 10, 11, 13 et 191 de la Constitution, est dirigé contre l'article 14 attaqué, en ce que cette disposition exige des seuls requérants assistés d'un avocat l'envoi par courrier électronique de pièces de procédure selon les modalités fixées par un arrêté royal, en refusant d'inscrire au rôle les requêtes n'ayant pas fait l'objet d'une copie envoyée par courrier électronique.

Cette mesure établirait une différence de traitement injustifiée entre les requérants devant le Conseil du Contentieux des étrangers, suivant qu'ils sont assistés ou non d'un avocat, créant un obstacle déraisonnable et disproportionné à l'accès à la justice des requérants « assistés » d'un avocat, l'assistance d'un avocat étant en outre un critère imprécis.

B.8.2. Dans le premier moyen, pris de la violation de l'article 13 de la Constitution, combiné ou non avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les parties requérantes dans l'affaire n<sup>o</sup> 5863 considèrent qu'en imposant l'envoi électronique de pièces de procédure, les dispositions attaquées portent atteinte au droit d'accès à un juge des justiciables concernés.

Dans leur second moyen, pris de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination, garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 13 de la Constitution, combiné ou non avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les mêmes parties requérantes considèrent que les dispositions attaquées créent une discrimination entre les requérants qui introduisent une procédure devant le Conseil du Contentieux des étrangers, selon qu'ils sont ou non assistés d'un avocat.

B.8.3. La Cour examine les moyens ensemble.

B.9.1. Le Conseil des ministres soulève une exception d'irrecevabilité du second moyen dans l'affaire n° 5853 en ce qu'il est pris de la violation de l'article 191 de la Constitution.

B.9.2. L'article 191 de la Constitution n'est susceptible d'être violé qu'en ce que les dispositions attaquées établissent une différence de traitement entre certains étrangers et les Belges. Etant donné qu'il ressort de l'exposé de la requête que les différences de traitement qui sont critiquées dans ce moyen portent exclusivement sur la comparaison de différentes catégories d'étrangers qui agissent devant le Conseil du Contentieux des étrangers, le moyen précité n'est pas recevable en ce qu'il est pris de la violation de l'article 191 de la Constitution.

B.10.1. Le Conseil des ministres soulève également une exception d'irrecevabilité des moyens dans l'affaire n° 5863 en ce qu'ils sont pris de la violation de l'article 13 de la Constitution et des articles 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.10.2. Sans qu'il soit nécessaire d'examiner si chacune des dispositions citées dans les moyens est applicable aux contentieux spécifiques dont connaît le Conseil du Contentieux des étrangers, il suffit de constater que le droit d'accès au juge garanti par ces dispositions découle en outre d'un principe général de droit qui doit être garanti à chacun dans le respect des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.11. Tel qu'il a été modifié par l'article 14 attaqué, l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 à 6, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Ne sont pas inscrits au rôle :

1° les recours non accompagnés d'une copie de l'acte attaqué ou du document qui l'a porté à la connaissance de la partie requérante;

2° les recours non accompagnés de quatre copies de ceux-ci;

3° les recours pour lesquels le droit de rôle imposé n'est pas acquitté.

4° les requêtes qui ne sont pas signées;

5° les requêtes qui ne contiennent pas d'élection de domicile en Belgique;

6° les requêtes auxquelles n'est pas joint un inventaire des pièces qui doivent toutes être numérotées conformément à cet inventaire;

7° les requêtes introduites par une partie assistée d'un avocat, dont aucune copie n'a été envoyée par courrier électronique et selon les modalités fixées par arrêté royal.

En cas d'application de l'alinéa 3, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7°, le greffier en chef adresse à la partie requérante un courrier précisant la raison de la non-inscription au rôle et l'invitant à régulariser sa requête dans les huit jours.

La partie requérante qui régularise sa requête dans les huit jours de la réception de l'invitation visée à l'alinéa 4, est censée l'avoir introduite à la date de son premier envoi.

Une requête non régularisée ou régularisée de manière incomplète ou tardive est réputée ne pas avoir été introduite ».

B.12.1. L'accroissement et l'urgence du contentieux né de l'application de la loi du 15 décembre 1980 justifient l'adoption de règles particulières, propres à accélérer le traitement des recours auprès du Conseil du Contentieux des étrangers. Les mesures destinées à accélérer et à simplifier la procédure ne sont toutefois admissibles qu'à la condition qu'elles ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit des requérants de jouir des garanties juridictionnelles leur permettant de faire examiner par un juge, dans le cadre d'un recours effectif, leurs griefs tirés de la violation de leurs droits.

B.12.2. Les travaux préparatoires relatifs à l'article 14, 3° et 4°, attaqué exposent :

« 2. L'instauration de la transmission électronique d'une copie de la requête, organisée ci-après, a pour conséquence qu'il suffit que la partie requérante dépose, outre l'original, quatre copies de la requête (copie pour la/les partie(s) défenderesse(s) et pour les dossiers - dossier de la procédure et fardes d'audiences pour le siège). Dès lors, il n'est pas nécessaire, dans cette hypothèse, d'exiger le dépôt de six copies.

3 et 4. Afin de permettre aux magistrats du Conseil de travailler plus rapidement, il est indiqué qu'ils puissent disposer d'une version électronique des requêtes. Pour cette raison, l'obligation de transmettre, outre la version papier, une version électronique de la requête, est imposée à la partie requérante qui est assistée d'un avocat - dont il peut être attendu qu'il ait rédigé ses requêtes sous forme électronique. Un manquement à cette obligation donnera lieu à la procédure normale de régularisation de la requête, ce à la demande du greffe. Les modalités pratiques précises seront fixées par l'arrêté royal visé à l'article 39/68 de la loi du 15 décembre 1980 » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2555/001 et 2556/001, p. 44).

B.12.3. Il résulte de ce qui précède que l'obligation d'envoi d'une copie électronique de la requête, outre la version papier, est, à l'instar notamment de l'obligation de joindre quatre copies de la requête, visée à l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, justifiée par l'objectif de simplification du travail du Conseil du Contentieux des étrangers.

B.13.1. L'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 7°, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été modifié par l'article 14, 3°, attaqué, a pour conséquence que seuls les requérants assistés d'un avocat sont soumis à l'obligation d'envoi électronique d'une copie de la requête.

B.13.2. Pareille distinction repose sur un critère objectif et pertinent au regard de l'objectif poursuivi.

En sa qualité d'auxiliaire de justice, l'avocat est un professionnel dont le législateur a pu présumer qu'il possède une adresse électronique professionnelle et le matériel informatique adéquat pour disposer aisément d'une copie électronique de la requête, dans l'hypothèse où il n'aurait pas rédigé directement la requête sous forme électronique.

La mission spécifique de représentation en justice d'un avocat, de même que ses obligations déontologiques et professionnelles peuvent justifier d'exiger de lui qu'il envoie une copie électronique de pièces de procédure, dans le cadre de l'assistance qu'il fournit à son client.

Pour le surplus, il appartient au Conseil du Contentieux des étrangers de définir le critère d'assistance par un avocat, et le moment auquel ce critère est appelé à s'appliquer.

B.14. En exigeant des seules parties assistées d'un avocat qu'elles envoient une copie électronique de la requête, selon les modalités définies dans l'arrêté royal précité du 26 janvier 2014, la mesure attaquée ne porte pas une atteinte disproportionnée aux droits des requérants assistés d'un avocat.

En effet, à l'instar des autres exigences de forme imposées par l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, de la loi du 15 décembre 1980, la formalité visée est expressément prévue par la loi et l'obligation d'envoi électronique d'une copie de la requête prévue par l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 7°, peut faire l'objet d'une procédure de régularisation, prévue par l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 à 6, de la même loi : la partie requérante dispose de la possibilité de régulariser son oubli éventuel dans les huit jours de la réception du courrier par lequel le greffier en chef l'invite à régulariser sa requête, en précisant la raison de la non-inscription au rôle.



Compte tenu de cette possibilité de régularisation, dans un délai raisonnable face à l'exigence en cause, cette mesure n'entrave pas de manière injustifiée ou disproportionnée l'exercice du recours en annulation devant le Conseil du Contentieux des étrangers, en imposant l'envoi électronique d'une copie de la requête aux requérants assistés d'un avocat.

B.15. Les moyens ne sont pas fondés.

*En ce qui concerne l'envoi électronique d'une copie du mémoire de synthèse (article 21, 3<sup>o</sup>, attaqué)*

B.16.1. Le premier moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 5853, pris de la violation des articles 10, 11, 13 et 191 de la Constitution, est dirigé contre l'article 21, 3<sup>o</sup>, attaqué, en ce que cette disposition exige des seuls requérants assistés d'un avocat l'envoi par courrier électronique d'une copie du mémoire de synthèse et sanctionne d'irrecevabilité du mémoire de synthèse le non-respect de cette exigence.

Cette mesure établirait une différence de traitement injustifiée entre les requérants devant le Conseil du Contentieux des étrangers, suivant qu'ils sont assistés ou non d'un avocat, créant un obstacle déraisonnable et disproportionné à l'accès à la justice des requérants « assistés » d'un avocat, l'assistance d'un avocat étant en outre un critère imprécis.

B.16.2. Les parties requérantes dans l'affaire n<sup>o</sup> 5863 développent à l'égard de cette disposition les mêmes moyens et griefs que ceux, mentionnés en B.8.2, qui sont dirigés contre l'article 14 attaqué.

B.16.3. La Cour examine les moyens ensemble.

B.17. Pour les motifs mentionnés en B.9.2, le moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 5853 n'est pas recevable en ce qu'il est pris de la violation de l'article 191 de la Constitution.

B.18. Tel qu'il avait été modifié par l'article 21 attaqué, et avant sa modification par la loi du 10 avril 2014, l'article 39/81 de la loi du 15 décembre 1980 disposait :

« La procédure en annulation se déroule de la manière prévue dans les articles :

- 39/71;

[...]

La partie défenderesse transmet au greffier, dans les huit jours suivant la notification du recours, le dossier administratif, auquel elle peut joindre une note d'observation [s]. Si la note d'observation [s] originale est introduite par lettre recommandée ou par porteur contre accusé de réception, une copie de celle-ci est, sous peine d'irrecevabilité de la note d'observation [s], envoyée dans le même délai par courrier électronique et selon les modalités fixées par un arrêté royal.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et si l'article 39/73 ne s'applique pas, le greffe envoie en temps utile, le cas échéant une copie de la note d'observation [s] à la partie requérante et informe en même temps celle-ci du dépôt au greffe du dossier administratif.

La partie requérante dispose, à compter de la notification visée à l'alinéa 3, de huit jours pour notifier au greffe quelle [lire : qu'elle] souhaite ou pas soumettre un mémoire de synthèse. Si la partie requérante n'a pas introduit de notification dans ce délai, le Conseil statue sans délai après avoir entendu les parties qui en ont fait la demande, tout en constatant l'absence de l'intérêt requis.

Si la partie requérante a introduit dans le délai une notification qu'elle souhaite soumettre un mémoire de synthèse, elle dispose, à compter de la notification visée à l'alinéa 3, de quinze jours pour faire parvenir un mémoire de synthèse qui résume tous les moyens invoqués.

Si la partie requérante n'a pas introduit de mémoire de synthèse, comme visée [lire : visé] à l'alinéa 5, le Conseil statue sans délai après avoir entendu les parties qui en ont fait la demande, tout en constatant l'absence de l'intérêt requis.

Si la partie requérante a introduit un mémoire de synthèse, comme visée [lire : visé] à l'alinéa 5, dans le délai prévu, le Conseil statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens et sans préjudice de l'article 39/60.

Sous peine d'irrecevabilité du mémoire de synthèse et si la partie requérante est assistée par un avocat, une copie du mémoire de synthèse est envoyée dans le délai prévu à l'alinéa 5 par courrier électronique et selon les modalités prévues par un arrêté royal. Le greffe fait expressément mention de cette prescription sur la notification prévue à l'alinéa 3.

Si la partie requérante a introduit un mémoire de synthèse dans le délai ou a notifié au greffe qu'elle ne soumet pas de mémoire de synthèse, la procédure est poursuivie conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

B.19. Les travaux préparatoires relatifs à l'article 21, 3<sup>o</sup>, attaqué expliquent :

« La partie requérante soumet un mémoire de synthèse dans les quinze jours.

Etant donné que cette pièce contient les moyens initialement invoqués que la partie requérante souhaite retenir après lecture de la défense, ainsi que sa réaction à la note d'observation, cette pièce sert de base au Conseil pour prendre une décision.

Si la partie requérante ne dépose pas de mémoire de synthèse dans le délai imparti de quinze jours, elle est censée ne plus avoir intérêt au recours.

La dernière modification se rattache à l'exigence prévue dans l'article 14, 3<sup>o</sup>, du projet. Dans ce cas, il n'est pas organisé de régularisation de la pièce de procédure préalable à l'enrôlement du recours, parce que la partie requérante est déjà une partie. C'est pourquoi il est prévu que le greffe indique expressément cette obligation à la partie requérante, de sorte que dans son chef, il ne peut y avoir aucun doute raisonnable quant à la formalité à accomplir, quant au délai dans lequel elle doit être accomplie, et quant à la sanction éventuelle en cas d'abstention. En outre, il reste toujours la possibilité d'invoquer la force majeure ou l'erreur invincible, qui sont applicables pour tout texte légal (C. Const. 4 avril 1995, n<sup>o</sup> 32/95, cons. B.5.2). Avec cette exigence, et l'obligation correspondante préalable pour le greffe, la protection juridique n'est pas limitée de manière restrictive ou formaliste.

Si la partie requérante a introduit un mémoire de synthèse dans le délai ou a notifié au greffe qu'elle ne soumet pas de mémoire de synthèse, la procédure est poursuivie » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2555/001 et 2556/001, p. 56).

B.20.1. Lorsqu'un étranger introduit un recours en annulation examiné selon la procédure décrite par l'article 39/81 de la loi du 15 décembre 1980, le greffier du Conseil du Contentieux des étrangers « transmet sans délai une copie du recours à la partie défenderesse » (article 39/71, lu en combinaison avec l'article 39/81, alinéa 1<sup>er</sup>, premier tiret, de la loi du 15 décembre 1980).

Dans les « huit jours suivant la notification du recours », cette partie transmet au greffier le dossier administratif, auquel elle peut joindre une note d'observations (article 39/81, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980).

Lorsque le Conseil du Contentieux des étrangers ne décide pas d'examiner le recours en annulation selon la « procédure purement écrite » décrite à l'article 39/73, le greffe de la juridiction administrative envoie « en temps utile » une copie de l'éventuelle note d'observations à l'auteur du recours et l'informe en même temps de l'éventuel dépôt du dossier administratif par la partie adverse (article 39/81, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980).

B.20.2.1. Dans les huit jours de cette notification, l'étranger est libre de notifier au greffe du Conseil du Contentieux des étrangers son souhait de déposer un mémoire de synthèse (article 39/81, alinéa 4, première phrase, de la loi du 15 décembre 1980) résumant tous les moyens invoqués (article 39/81, alinéa 5, de la même loi).

B.20.2.2. A défaut d'une telle notification de l'étranger dans ce délai, cette juridiction statue « sans délai après avoir entendu les parties qui en ont fait la demande » en rejetant le recours pour défaut d'intérêt dans le chef de l'étranger (article 39/81, alinéa 4, deuxième phrase, de la loi du 15 décembre 1980).

B.20.2.3. Si, dans les huit jours de l'information visée en B.20.1, l'étranger notifie au greffe qu'il ne souhaite pas déposer de mémoire de synthèse, la procédure se poursuit (article 39/81, alinéa 9, de la loi du 15 décembre 1980).

B.20.2.4. Si, dans ce dernier délai de huit jours, l'étranger notifie au greffe son souhait de déposer un mémoire de synthèse, il dispose de quinze jours à compter de l'information visée en B.20.1 pour déposer ce mémoire (article 39/81, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980).

S'il dépose ce mémoire dans le délai imparti, la procédure se poursuit (article 39/81, alinéa 9, de la loi du 15 décembre 1980) et le Conseil du Contentieux des étrangers statue sur la base du mémoire de synthèse, sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens et sans préjudice du droit de l'étranger et de la partie adverse d'exprimer leurs remarques orales à l'audience et de l'interdiction d'invoquer d'autres moyens que ceux qui sont exposés dans la requête ou dans la note (article 39/81, alinéa 7, lu en combinaison avec l'article 39/60, de la loi du 15 décembre 1980).

Si, en revanche, l'étranger ne dépose pas le mémoire de synthèse annoncé au greffe, le Conseil du Contentieux des étrangers statue « sans délai après avoir entendu les parties qui en ont fait la demande » en rejetant le recours pour défaut d'intérêt dans le chef de l'étranger (article 39/81, alinéa 6, de la loi du 15 décembre 1980).

Si l'étranger assisté d'un avocat dépose le mémoire de synthèse annoncé au greffe, dans le délai de quinze jours visé à l'article 39/81, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980, mais omet d'en envoyer une copie par courrier électronique selon les modalités prévues par l'arrêté royal du 26 janvier 2014, son mémoire sera déclaré irrecevable (article 39/81, alinéa 8, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 21, 3°, attaqué).

B.20.2.5. Un mémoire de synthèse rassemble les moyens formulés dans la requête auxquels l'étranger ne souhaite pas renoncer après avoir pris connaissance du dossier administratif et de l'éventuelle note d'observations de la partie adverse, et la réplique de l'étranger à ce dossier et à cette note (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2572/002, pp. 6-7).

Afin d'alléger la tâche du Conseil du Contentieux des étrangers dans les affaires complexes (*ibid.*, p. 6), les moyens repris dans le mémoire de synthèse doivent être résumés (article 39/81, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980).

B.21.1. Pour les raisons exposées en B.13, il n'est pas injustifié d'imposer aux justiciables assistés d'un avocat l'envoi électronique de pièces de procédure.

B.21.2. La disposition attaquée prévoit l'obligation d'envoyer une copie du mémoire de synthèse par courrier électronique, sous peine d'irrecevabilité de cette pièce de procédure. Il convient donc d'interpréter cette disposition en ce sens que le non-respect de la formalité imposée ne produit d'effets qu'en ce qui concerne la recevabilité du mémoire de synthèse. Contrairement au cas dans lequel la partie requérante ne notifie pas à temps au greffe si elle souhaite ou non soumettre un mémoire de synthèse (article 39/81, alinéa 4) ou au cas dans lequel la partie requérante notifie au greffe qu'elle souhaite soumettre un mémoire de synthèse, mais omet de le faire (article 39/81, alinéa 6), la loi ne prévoit pas, en son article 39/81, alinéa 8, que le non-respect de la formalité imposée emporte l'irrecevabilité du recours pour défaut d'intérêt. En cas de non-respect de cette formalité, le Conseil du Contentieux des étrangers doit donc statuer sur la base de la requête.

B.21.3. Au sujet du mémoire de synthèse, la Cour a jugé, par son arrêt n° 88/2012, que la suppression de la possibilité pour le requérant devant le Conseil du Contentieux des étrangers de répliquer par écrit aux arguments de la partie adverse portait « une atteinte importante aux droits de la défense de cette catégorie de requérants » (B.36.1) et que cette atteinte était disproportionnée (B.37). En conséquence, la Cour a annulé par cet arrêt la disposition qui supprimait la possibilité d'introduire cette pièce de procédure. Il en résulte que le mémoire de synthèse est un élément essentiel de la procédure participant à la garantie des droits de la défense et que toute mesure qui a pour effet de limiter les possibilités de dépôt de cette pièce par la partie requérante doit être justifiée par un motif d'intérêt général et être proportionnée à cet objectif.

B.21.4. Si l'objectif de simplifier et d'accélérer le travail du Conseil du Contentieux des étrangers peut justifier que le requérant assisté d'un avocat soit invité à communiquer une copie électronique de son mémoire de synthèse, il est toutefois disproportionné d'assortir de la sanction d'irrecevabilité le défaut d'envoi d'une copie électronique de ce mémoire, sans prévoir aucune possibilité de régularisation, et ce alors même que le mémoire de synthèse aurait été envoyé, par voie recommandée, dans le délai prescrit et conformément aux différentes conditions imposées par l'article 39/81 de la loi du 15 décembre 1980, rappelées en B.20.

Les dispositions attaquées ont dès lors des effets disproportionnés, non en ce qu'elles prévoient la sanction d'irrecevabilité du mémoire de synthèse, mais en ce qu'elles n'instaurent aucune possibilité de régularisation pour le défaut d'envoi d'une copie électronique de ce mémoire.

B.22. Les moyens sont, dans cette mesure, fondés.

Il convient donc d'annuler, dans l'article 39/81, alinéa 8, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 21, 3°, attaqué, les termes « Sous peine d'irrecevabilité du mémoire de synthèse et ».

B.23. Afin d'éviter l'insécurité juridique que cette annulation pourrait causer pour les procédures en cours au Conseil du Contentieux des étrangers et de permettre au législateur d'élaborer un régime répondant aux préoccupations exprimées en B.12.1, il y a lieu de maintenir les effets de la disposition annulée pour les procédures introduites ou à introduire jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle disposition et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, dans l'article 39/81, alinéa 8, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'article 21, 3°, de la loi du 8 mai 2013 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et modifiant la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses II », les mots « Sous peine d'irrecevabilité du mémoire de synthèse et »;

- maintient les effets des mots annulés dans l'article 39/81, alinéa 8, précité jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle disposition et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2015;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 30 avril 2015.

Le greffier,  
F. Meersschaut

Le président,  
J. Spreutels

## GRONDWETTELIJK HOF

[2015/202475]

### Uittreksel uit arrest nr. 49/2015 van 30 april 2015

Rolnummers : 5853 en 5863

*In zake* : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 8 mei 2013 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen II », ingesteld door Mustapha Ammor en door de Orde van Vlaamse balies en Kati Verstrepen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 20 februari 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 24 februari 2014, heeft Mustapha Ammor, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. R. Fonteyn, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 11, 14, 21 en 27 van de wet van 8 mei 2013 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen II » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 2013).

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 februari 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 februari 2014, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 14, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, 21, 2<sup>o</sup>, en 27 van de voormelde wet van 8 mei 2013 door de Orde van Vlaamse balies en Kati Verstrepen, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Lindemans, advocaat bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5853 en 5863 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

#### II. In rechte

(...)

#### Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is een administratief rechtscollege dat bevoegd is om uitspraak te doen over beroepen met volle rechtsmacht die tegen beslissingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen zijn gericht, alsook over beroepen tot vernietiging van andere « individuele beslissingen genomen met toepassing van de wetten betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen » (artikelen 39/1 en 39/2 van de wet van 15 december 1980 « betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen »).

B.1.2. De voornaamste procedureregels die voor dat rechtscollege moeten worden gevolgd, worden vermeld in hoofdstuk 5 (« De rechtspleging ») van titel *Ibis* (« De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ») van de wet van 15 december 1980.

De artikelen 39/56 tot 39/68-2, die afdeling I van dat hoofdstuk vormen, zijn « gemeenschappelijke bepalingen », die van toepassing zijn op de procedure die zowel bij beroepen met volle rechtsmacht als bij annulatieberoepen moet worden gevolgd. De artikelen 39/69 tot 39/77, die afdeling II van dat hoofdstuk vormen, zijn « specifieke bepalingen die gelden voor de beroepen met volle rechtsmacht tegen beslissingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen ».

De artikelen 39/78 tot 39/85, die afdeling III van het voormelde hoofdstuk vormen, hebben betrekking op het « annulatieberoep ».

B.2.1. De beroepen tot vernietiging zijn gericht tegen de artikelen 11, 14, 21 en 27 van de wet van 8 mei 2013 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen II ».

De bestreden artikelen 11, 14 en 21 wijzigen respectievelijk de artikelen 39/57-1, 39/69 en 39/81 van de wet van 15 december 1980; het bestreden artikel 27 bepaalt de inwerkingtreding van die wijzigingen.

B.2.2.1. Artikel 11 van de wet van 8 mei 2013 wordt door de verzoeker in de zaak nr. 5853 uitsluitend bestreden in zoverre die bepaling verwijst naar artikel 39/69, § 1, derde lid, 7<sup>o</sup>, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 14, 3<sup>o</sup>.

Het bestreden artikel 11, 1<sup>o</sup>, vult artikel 39/57-1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 aan met de volgende zin :

« Indien een partij woonplaats heeft gekozen bij een advocaat, mogen deze verzendingen ook geschieden per elektronische post op het adres dat de advocaat heeft gebruikt voor het toezenden van het in artikel 39/69, § 1, derde lid, 7<sup>o</sup>, bedoelde afschrift, tenzij de advocaat uitdrukkelijk een ander elektronisch adres hiertoe heeft opgegeven ».

B.2.2.2. Zoals aangevuld bij het bestreden artikel 11, 1<sup>o</sup>, bepaalt artikel 39/57-1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 :

« Op voorwaarde dat het geen oproeping betreft, mogen de verzendingen echter bij gewone brief of bij fax worden gedaan wanneer de ontvangst ervan geen termijn doet ingaan. Indien een partij woonplaats heeft gekozen bij een advocaat, mogen deze verzendingen ook geschieden per elektronische post op het adres dat de advocaat heeft gebruikt voor het toezenden van het in artikel 39/69, § 1, derde lid, 7<sup>o</sup>, bedoelde afschrift, tenzij de advocaat uitdrukkelijk een ander elektronisch adres hiertoe heeft opgegeven ».

B.2.3. Artikel 14, 3<sup>o</sup>, van de wet van 8 mei 2013 vult artikel 39/69, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980 aan met een 7<sup>o</sup>, dat luidt :

« 7<sup>o</sup> verzoekschriften ingediend door een partij die wordt bijgestaan door een advocaat, waarvan geen afschrift per elektronische post en op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze werd overgezonden ».

Het bestreden artikel 14, 4°, voegt in artikel 39/69, § 1, vierde lid, het cijfer « , 7° » in tussen de woorden « het derde lid, 1°, 2°, 4°, 5°, 6° » en de woorden « richt de hoofdgriffier ».

B.2.4. Het bestreden artikel 21, 2°, vult artikel 39/81, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 aan met de volgende zin :

« Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de nota met opmerkingen wordt, indien de originele nota is ingediend bij aangetekende brief of per bode met ontvangstbewijs, binnen dezelfde termijn een afschrift ervan per elektronische post en op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze overgezonden ».

Het bestreden artikel 21, 3°, voegt tussen het zevende en het achtste lid van artikel 39/81 van de wet van 15 december 1980 het volgende lid in :

« Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de synthesememorie en indien de verzoekende partij wordt bijgestaan door een advocaat, wordt binnen de in het vijfde lid bepaalde termijn om een synthesememorie in te dienen, een afschrift ervan per elektronische post en op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze overgezonden. De griffie maakt uitdrukkelijk melding van dit voorschrift op de in het derde lid bedoelde kennisgeving ».

B.2.5. Krachtens het bestreden artikel 27 zijn de bestreden bepalingen in werking getreden « op de eerste dag van de zesde maand die volgt na de maand van bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* », namelijk 1 februari 2014.

Uit de uiteenzetting van de verzoekschriften blijkt dat die bepaling alleen wordt bestreden in zoverre daarin wordt verwezen naar de andere bestreden bepalingen.

B.3. Volgens de parlementaire voorbereiding streven de bestreden bepalingen naar het « stapsgewijze realiseren van een elektronische behandeling van beroepen voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen » :

« Er werd voor geopteerd om een geheel van maatregelen te nemen die er kunnen toe leiden dat, zonder dat hiertoe belangrijke investeringen nodig zijn, de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen zijn kernopdracht, het uitspreken van kwalitatief hoogstaande arresten binnen de wettelijke termijnen, nog beter kan vervullen.

[...]

4. het stapsgewijze realiseren van een elektronische behandeling van beroepen voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen;

[...]

Thans geschieden intern de (griffie van de) Raad veel werkprocessen reeds op elektronische wijze. Vastgesteld moet evenwel worden dat de communicatie met de partijen nog steeds twintigeeuws is, m.n. op schriftelijke wijze (brief en/of fax). Het is de bedoeling van de Regering dat de Raad als modern administratief rechtscollege volop de 'elektronische kaart' trekt en maximaal inzet op de elektronische procesvoering. Internationale voorbeelden zoals bv. Het Gerecht van Ambtenarenzaken van de Europese Unie kunnen hierbij ter inspiratie dienen wat de neerlegging en de betekening van processtukken betreft.

Het gebruik van parallelle elektronische documenten moet er voor zorgen dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen op termijn nog sneller kan functioneren. Toch overweegt de Regering om niet overhaast te werk te gaan. Liever dan één grote aanpassing te doen die jaren in beslag zal nemen om deze uit te voeren, kiest de Regering voor wat de communicatie met de procespartijen betreft, voor een geleidelijke invoering met quick-wins. Zo wordt in het wetsontwerp onder voorwaarden de verplichting opgelegd aan de partijen om het verzoekschrift en de nota met opmerkingen elektronisch aan de Raad te bezorgen. De invoering van deze beperkte maatregel heeft een onmiddellijke impact : processtukken die de procespartijen in de regel elektronisch ter beschikking hebben, moeten niet langer door de magistraten ingescand of overgetypt [...] worden bij het opstellen van hun arresten. Het spreekt voor zich dat hierbij veel tijdswinst kan geboekt worden. Tevens wordt reeds de mogelijkheid voorzien om bepaalde stukken elektronisch aan de partijen over te maken. In een latere fase moet het, mede op basis van de eerste ervaringen met de in het ontwerp voorziene elektronische neerlegging en betekeningen, mogelijk zijn om te komen tot een volledige vervanging van de papieren rechtsplegingsdossiers » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2555/001 en 2556/001, pp. 30-33).

In de parlementaire voorbereiding met betrekking tot het bestreden artikel 11 wordt ook uiteengezet :

« Het is de bedoeling dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in de toekomst steeds meer met elektronische documenten gaat werken. Er wordt voor geopteerd om stapsgewijs te werken. Allereerst werd een website ontwikkeld die de rechtzoekende toelaat de rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen eenvoudig terug te vinden en om kennis te kunnen nemen van een aantal praktische inlichtingen inzake de werking van dit rechtscollege. Een tweede fase in de ontwikkeling van een e-rechtscollege bestaat erin de door de partijen elektronisch ingediende procedurestukken te gebruiken bij de opmaak van arresten. In een derde fase dient de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ook te kunnen overgaan tot de uitbouw van een systeem waarbij bijna de hele procedure (insturen verzoekschrift, verwerken, inzage procedurestukken, kennisgeving van akten, enz.) elektronisch verloopt. Hiertoe worden nu reeds een aantal aanpassingen in de Vreemdelingenwet doorgevoerd. De voorziene aanpassingen aan artikel 39/57-1 laten de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen toe om, zodra de nodige praktische modaliteiten geregeld zijn, verzendingen, die heden via de postdiensten of per fax gebeuren, ook via elektronische weg te doen » (*ibid.*, pp. 40-41).

Er is eveneens gepreciseerd :

« De inwerkingtreding van deze wet wordt, voor wat betreft de regeling waarbij aan de partijen opgelegd wordt om een elektronisch afschrift over te maken van hun processtuk, voorzien op de eerste dag van de zesde maand die volgt na de maand van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van deze wet. Dit om de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en de partijen voldoende tijd te geven voor de eventueel noodzakelijke aanpassingen op informaticavlak (bijv. aanmaken e-mailaccount) » (*ibid.*, p. 59).

B.4. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 januari 2014 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen » heeft artikel 3, § 3, van het voormelde koninklijk besluit van 21 december 2006 als volgt vervangen :

« § 3. De afschriften per elektronische post zoals bedoeld in artikel 39/69, § 1, derde lid, 7°, artikel 39/72, § 1, lid 2 en artikel 39/81, lid 2 en 8 van de wet van 15 december 1980 worden, in de vorm van een bestand als bijlage bij een e-mail aan de Raad gestuurd op het volgende adres :

procedure.rvv-ccc@ibz.fgov.be

De elektronische afschriften, zoals bedoeld in het vorige lid, dienen te beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° Elke mail heeft slechts betrekking op één beroep en op één procedurestuk.

2° De hieronder aangegeven afkortingen en referenties, worden gescheiden door een liggend streepje ' - ', worden zowel gebruikt voor het veld ' onderwerp ' van de mail als voor de naam het bijgevoegde bestand.

a) voor de afschriften zoals bedoeld in artikel 39/69, § 1, derde lid, 7°, van de wet van 15 december 1980 : de afkorting ' REQ ', gevolgd door het dossiernummer bij de Dienst Vreemdelingenzaken, gevolgd door de naam van de verzoeker;



b) voor de afschriften zoals bedoeld in artikel 39/69, § 1, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 : de afkorting 'REGUL', gevolgd door het referentienummer zoals vermeld in de regularisatiebrief die door de griffie werd verzonden, gevolgd door de naam van de verzoeker;

c) voor de afschriften zoals bedoeld in artikel 39/72, § 1, tweede lid, en artikel 39/81, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 : het rolnummer gevolgd door de afkorting 'NOT', gevolgd door de naam van de verzoeker, gevolgd door de afkorting 'CG' of 'DVZOE' indien de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen respectievelijk de minister of zijn gemachtigde de verwerende partij is of gevolgd door de naam van de stad/gemeente die werd aangeduid als verwerende partij;

d) voor de afschriften zoals bedoeld in artikel 39/81, achtste lid, van de wet van 15 december 1980 : het rolnummer gevolgd door de afkorting 'SYNT', gevolgd door de naam van de verzoeker;

In het geval er meerdere verzoekers zijn, zal enkel naar de persoon die als eerste wordt vermeld in het verzoekschrift, worden verwezen.

3° Het elektronische afschrift van het procedurestuk wordt doorgestuurd in het formaat 'Portable Document Format Archivable (.pdf/A)' of in het formaat 'OpenDocument Texte (.odt)'. ».

Die bepaling is, krachtens artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 26 januari 2014, in werking getreden op 1 februari 2014.

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.5. De verzoekende partij in de zaak nr. 5853 verantwoordt haar belang bij het beroep door haar hoedanigheid van rechtzoekende die een annulatieberoep voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen heeft ingesteld.

De Orde van Vlaamse balies, de eerste verzoekende partij in de zaak nr. 5863, en de « Ordre des barreaux francophones et germanophones », tussenkomen partij, hebben met name de taak te waken over de gemeenschappelijke beroepsbelangen van hun leden (artikel 495, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek) en kunnen initiatieven en maatregelen nemen die nuttig zijn voor de behartiging van de belangen van de advocaat en van de rechtzoekende (artikel 495, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek); zij doen blijken van het vereiste belang om de vernietiging te vorderen van bepalingen die de elektronische verzending van procedurestukken opleggen aan de door een advocaat bijgestane rechtzoekende, hetgeen overigens niet wordt betwist door de Ministerraad.

Aangezien het beroep ontvankelijk is wat de eerste verzoekende partij in de zaak nr. 5863 betreft, dient het beroep van de tweede verzoekende partij niet te worden onderzocht.

B.6. De Ministerraad werpt een exceptie van niet-ontvankelijkheid op in zoverre de verzoekende partijen in de zaak nr. 5863 een argumentatie uiteenzetten in verband met de elektronische verzending van de synthesesmemorie, terwijl het beroep tot vernietiging niet is gericht tegen artikel 21, 3°, van de wet van 8 mei 2013, maar tegen artikel 21, 2°, van de wet van 8 mei 2013.

B.7.1. Krachtens artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof dient een verzoekschrift een uiteenzetting van de feiten en de middelen te bevatten.

Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, moeten de middelen van het verzoekschrift te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden. Die vereisten zijn ingegeven, enerzijds, door de noodzaak voor het Hof om vanaf het indienen van het verzoekschrift in staat te zijn de juiste draagwijdte van het beroep tot vernietiging te bepalen, en, anderzijds, door de zorg om aan de andere partijen in het geding de mogelijkheid te bieden op de argumenten van de verzoekers te repliceren, waartoe een duidelijke en ondubbelzinnige uiteenzetting van de middelen onontbeerlijk is.

B.7.2. Uit de in het verzoekschrift vervatte uiteenzetting van de middelen blijkt onmiskenbaar dat de verzoekende partijen artikel 21, 3°, van de wet van 8 mei 2013 beogen. De materiële vergissing in verband met het bestreden deel van het artikel heeft de Ministerraad overigens niet verhinderd op adequate wijze zijn verdediging te voeren, zodat is voldaan aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.7.3. De exceptie wordt verworpen.

*Ten gronde*

*Wat betreft de elektronische verzending van een afschrift van het verzoekschrift (het bestreden artikel 14, 3° en 4°)*

B.8.1. Het tweede middel in de zaak nr. 5853, afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 13 en 191 van de Grondwet, is gericht tegen het bestreden artikel 14, in zoverre die bepaling alleen van de door een advocaat bijgestane verzoekers eist dat procedurestukken per elektronische post worden overgezonden onder de bij een koninklijk besluit vastgestelde voorwaarden, waarbij wordt geweigerd de verzoekschriften die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een per elektronische post overgezonden afschrift, op de rol in te schrijven.

Die maatregel zou een onverantwoord verschil in behandeling creëren onder de verzoekers voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen naargelang zij al dan niet worden bijgestaan door een advocaat, waardoor de toegang tot het gerecht van de door een advocaat « bijgestane » verzoekers op onredelijke en onevenredige wijze wordt belemmerd, waarbij de bijstand van een advocaat bovendien een onnauwkeurig criterium zou zijn.

B.8.2. In het eerste middel, afgeleid uit de schending van artikel 13 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, zijn de verzoekende partijen in de zaak nr. 5863 van mening dat de bestreden bepalingen, door de elektronische verzending van procedurestukken op te leggen, afbreuk doen aan het recht, van de betrokken rechtzoekenden, op de toegang tot een rechter.

In hun tweede middel, afgeleid uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, gewaarborgd bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 13 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, zijn dezelfde verzoekende partijen van mening dat de bestreden bepalingen een discriminatie invoeren onder de verzoekers die een procedure instellen voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen naargelang zij al dan niet door een advocaat worden bijgestaan.

B.8.3. Het Hof onderzoekt de middelen samen.

B.9.1. De Ministerraad werpt een exceptie van niet-ontvankelijkheid van het tweede middel op in de zaak nr. 5853, in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 191 van de Grondwet.

B.9.2. Artikel 191 van de Grondwet kan enkel zijn geschonden in zoverre de bestreden bepalingen een verschil in behandeling instellen tussen bepaalde vreemdelingen en de Belgen. Aangezien uit de uiteenzetting van het verzoekschrift blijkt dat de verschillen in behandeling die in dat middel worden bekritiseerd, uitsluitend betrekking hebben op de vergelijking van verschillende categorieën van vreemdelingen die in rechte optreden voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, is het voormelde middel niet ontvankelijk in zoverre het uit de schending van artikel 191 van de Grondwet is afgeleid.

B.10.1. De Ministerraad werpt eveneens een exceptie van niet-ontvankelijkheid op van de middelen in de zaak nr. 5863, in zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van artikel 13 van de Grondwet en van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

B.10.2. Zonder dat het noodzakelijk is te onderzoeken of alle in het middel aangehaalde bepalingen van toepassing zijn op het specifieke contentieux waarvan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen kennisneemt, volstaat het vast te stellen dat het bij die bepalingen gewaarborgde recht op de toegang tot de rechter bovendien voortvloeit uit een algemeen rechtsbeginsel dat met inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet aan eenieder moet worden gewaarborgd.

B.11. Zoals gewijzigd bij het bestreden artikel 14 bepaalt artikel 39/69, § 1, derde tot zesde lid, van de wet van 15 december 1980 :

« Op de rol worden niet geplaatst :

1° beroepen zonder afschrift van de bestreden akte of van het stuk waarbij de handeling ter kennis is gebracht van de verzoekende partij;

2° beroepen waarbij geen vier afschriften ervan gevoegd zijn;

3° de beroepen waarvoor het geheven rolrecht niet is gekweten;

4° verzoekschriften die niet ondertekend zijn;

5° verzoekschriften die geen keuze van woonplaats in België bevatten;

6° verzoekschriften waarbij geen inventaris is gevoegd van de stukken die alle overeenkomstig die inventaris moeten zijn genummerd;

7° verzoekschriften ingediend door een partij die wordt bijgestaan door een advocaat, waarvan geen afschrift per elektronische post en op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze werd overgezonden.

In geval van toepassing van het derde lid, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° richt de hoofdgriffier aan de verzoekende partij een brief waarbij wordt meegedeeld waarom het verzoekschrift niet is ingeschreven op de rol en waarbij die partij wordt verzocht binnen acht dagen haar verzoekschrift te regulariseren.

De verzoekende partij die haar verzoekschrift regulariseert binnen acht dagen na de ontvangst van het in het vierde lid bedoelde verzoek, wordt geacht het te hebben ingediend op de datum van de eerste verzending ervan.

Een verzoekschrift dat niet, onvolledig of laattijdig is geregulariseerd, wordt geacht niet te zijn ingediend ».

B.12.1. De toename en het dringende karakter van de geschillen die zijn ontstaan uit de toepassing van de wet van 15 december 1980 verantwoordt de goedkeuring van bijzondere regels die geschikt zijn om de behandeling van de beroepen bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen te versnellen. De maatregelen die zijn bestemd om de procedure te versnellen en te vereenvoudigen, zijn evenwel enkel toelaatbaar op voorwaarde dat zij niet op onevenredige wijze afbreuk doen aan het recht van de verzoekers om de jurisdictionele waarborgen te genieten die het hun mogelijk maken hun grieven die uit de schending van hun rechten zijn afgeleid, in het kader van een daadwerkelijk rechtsmiddel door een rechter te laten onderzoeken.

B.12.2. In de parlementaire voorbereiding met betrekking tot het bestreden artikel 14, 3° en 4°, wordt uiteengezet :

« 2. De hierna uiteengezette invoering van de elektronische mededeling van een afschrift van het verzoekschrift impliceert dat het volstaat dat de verzoekende partij, naast het origineel, vier afschriften van haar verzoekschrift neerlegt (afschrift voor de verwerende partij(en), en de dossiers (en het rechtsplegingsdossier en de individuele zittingsmappen van de zetel)). Het is dan ook niet nodig om in deze hypothese de neerlegging van zes afschriften te vereisen.

3 en 4. Om de magistraten bij de Raad toe te laten sneller te werken is het aangewezen dat zij kunnen beschikken over een elektronische versie van de verzoekschriften. De verplichting wordt daarom opgelegd aan de verzoekende partij die wordt bijgestaan door een advocaat - van wie mag verwacht worden dat hij zijn verzoekschriften in elektronische vorm heeft opgesteld - dat een elektronische versie van het verzoekschrift, naast de papieren versie, wordt overgemaakt. Een tekortkoming aan deze verplichting zal aanleiding geven tot toepassing van de gemeenschappelijke procedure tot regularisatie van het verzoekschrift en dit op vraag van de griffie. De precieze praktische modaliteiten zullen verder bepaald worden in het in artikel 39/68 van de Vreemdelingenwet bedoelde koninklijk besluit » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2555/001 en 2556/001, p. 44).

B.12.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de verplichting om, naast de papieren versie, een elektronisch afschrift van het verzoekschrift over te zenden, naar het voorbeeld van met name de verplichting om vier kopieën van het verzoekschrift bij te voegen, beoogd in artikel 39/69, § 1, derde lid, 2°, van de wet van 15 december 1980, verantwoord is door het doel dat erin bestaat het werk voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen te vereenvoudigen.

B.13.1. Artikel 39/69, § 1, derde lid, 7°, van de wet van 15 december 1980, zoals gewijzigd bij het bestreden artikel 14, 3°, heeft tot gevolg dat alleen de door een advocaat bijgestane verzoekers zijn onderworpen aan de verplichting om een afschrift van het verzoekschrift op elektronische wijze over te zenden.

B.13.2. Een dergelijk onderscheid berust op een criterium dat objectief en relevant is ten opzichte van het nagestreefde doel.

In zijn hoedanigheid van helper van het gerecht is de advocaat een beroepsbeoefenaar ten aanzien van wie de wetgever kan vermoeden dat hij een elektronisch adres voor beroepsdoeleinden bezit, alsook het gepaste informaticamateriaal om gemakkelijk te beschikken over een elektronisch afschrift van het verzoekschrift, in de hypothese dat hij zijn verzoekschrift niet rechtstreeks op elektronische wijze zou hebben opgesteld.

De specifieke opdracht van vertegenwoordiging in rechte van een advocaat, alsook zijn deontologische en beroepsmatige verplichtingen kunnen verantwoordt dat van hem wordt geëist dat hij een elektronisch afschrift van procedurестukken verzendt in het kader van de bijstand die hij aan zijn cliënt verleent.

Voor het overige staat het aan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen om het criterium van bijstand door een advocaat en het ogenblik waarop dat criterium van toepassing moet zijn, te definiëren.

B.14. Door alleen van de door een advocaat bijgestane partijen te eisen dat zij een elektronisch afschrift van het verzoekschrift verzenden, onder de in het voormelde koninklijk besluit van 26 januari 2014 bepaalde voorwaarden, doet de bestreden maatregel niet op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten van door een advocaat bijgestane verzoekers.

Immers, naar het voorbeeld van de andere vormvereisten die zijn opgelegd bij artikel 39/69, § 1, derde lid, 1°, 2°, 4°, 5° en 6°, van de wet van 15 december 1980, is in de opgelegde formaliteit uitdrukkelijk voorzien in de wet en kan de verplichting tot het elektronisch verzenden van een afschrift van het verzoekschrift bepaald in artikel 39/69, § 1, derde lid, 7°, het voorwerp uitmaken van een regularisatieprocedure, bepaald in artikel 39/69, § 1, vierde tot zesde lid, van dezelfde wet : de verzoekende partij beschikt over de mogelijkheid om haar eventuele vergetelheid te regulariseren binnen acht dagen na ontvangst van het schrijven waarin de hoofdgriffier haar verzoekt haar verzoekschrift te regulariseren, waarbij de reden van de niet-inschrijving op de rol wordt gepreciseerd.

Rekening houdend met die regularisatiemogelijkheid, binnen een redelijke termijn ten opzichte van de in het geding zijnde vereiste, belemmert die maatregel niet op onverantwoorde of onevenredige wijze de uitoefening van het annulatieberoep voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen door de elektronische verzending van een afschrift van het verzoekschrift op te leggen aan de door een advocaat bijgestane verzoekers.

B.15. De middelen zijn niet gegrond.

*Wat betreft de elektronische verzending van een afschrift van de synthesememorie (het bestreden artikel 21, 3°)*

B.16.1. Het eerste middel in de zaak nr. 5853, afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 13 en 191 van de Grondwet, is gericht tegen het bestreden artikel 21, 3°, in zoverre die bepaling alleen van de door een advocaat bijgestane verzoekers eist dat een afschrift van de synthesememorie per elektronische post wordt overgezonden, en zij de niet-naleving van die vereiste bestraft met de niet-ontvankelijkheid van de synthesememorie.

Die maatregel zou een onverantwoord verschil in behandeling invoeren onder de verzoekers voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen naargelang zij al dan niet door een advocaat worden bijgestaan, waardoor de toegang tot het gerecht van de door een advocaat « bijgestane » verzoekers op onredelijke en onevenredige wijze wordt belemmerd, waarbij de bijstand van een advocaat bovendien een onnauwkeurig criterium zou zijn.

B.16.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5863 zetten ten aanzien van die bepaling dezelfde middelen en grieven uiteen als die welke zijn gericht tegen het bestreden artikel 14 en die in B.8.2 zijn vermeld.

B.16.3. Het Hof onderzoekt de middelen samen.

B.17. Om de in B.9.2 vermelde redenen is het middel in de zaak nr. 5853 niet ontvankelijk in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 191 van de Grondwet.

B.18. Zoals gewijzigd bij het bestreden artikel 21, en vóór de wijziging ervan bij de wet van 10 april 2014, bepaalde artikel 39/81 van de wet van 15 december 1980 :

« De annulatieprocedure verloopt op dezelfde wijze als bepaald in de artikelen :

- 39/71;

[...]

De verwerende partij bezorgt de griffier, binnen acht dagen na de kennisgeving van het beroep, het administratief dossier, waarbij ze een nota met opmerkingen kan voegen. Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de nota met opmerkingen wordt, indien de originele nota is ingediend bij aangetekende brief of per bode met ontvangstbewijs, binnen dezelfde termijn een afschrift ervan per elektronische post en op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze overgezonden.

In afwijking van het eerste lid en indien artikel 39/73 niet wordt toegepast, zendt de griffie zodra het nuttig is, desgevallend een afschrift van de nota met opmerkingen aan de verzoekende partij en stelt deze tevens in kennis van de neerlegging ter griffie van het administratief dossier.

De verzoekende partij beschikt, te rekenen vanaf de in het derde lid bedoelde kennisgeving, over een termijn van acht dagen om de griffie in kennis te stellen of zij al dan niet een synthesememorie wenst neer te leggen. Indien de verzoekende partij geen kennisgeving heeft ingediend binnen deze termijn, doet de Raad nadat de partijen die daarom verzocht hebben gehoord zijn, onverwijld uitspraak, waarbij het ontbreken van het vereiste belang wordt vastgesteld.

Indien de verzoekende partij tijdig een kennisgeving heeft ingediend dat zij een synthesememorie wenst neer te leggen, beschikt zij, te rekenen vanaf de in het derde lid bedoelde kennisgeving, over een termijn van vijftien dagen om een synthesememorie neer te leggen waarin alle aangevoerde middelen worden samengevat.

Indien de verzoekende partij geen synthesememorie, zoals bedoeld in het vijfde lid, heeft ingediend, doet de Raad nadat de partijen die daarom verzocht hebben gehoord zijn, onverwijld uitspraak, waarbij het ontbreken van het vereiste belang wordt vastgesteld.

Indien de verzoekende partij een synthesememorie, zoals bedoeld in het vijfde lid, heeft ingediend binnen de voorziene termijn, doet de Raad uitspraak op basis van de synthesememorie behoudens wat de ontvankelijkheid van het beroep en van de middelen betreft en zonder afbreuk te doen aan artikel 39/60.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de synthesememorie en indien de verzoekende partij wordt bijgestaan door een advocaat, wordt binnen de in het vijfde lid bepaalde termijn om een synthesememorie in te dienen, een afschrift ervan per elektronische post en op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze overgezonden. De griffie maakt uitdrukkelijk melding van dit voorschrift op de in het derde lid bedoelde kennisgeving.

Indien de verzoekende partij tijdig een synthesememorie heeft ingediend of de griffie in kennis heeft gesteld dat zij geen synthesememorie indient, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig het eerste lid ».

B.19. In de parlementaire voorbereiding met betrekking tot het bestreden artikel 21, 3°, wordt verklaard :

« De verzoekende partij legt een synthesememorie neer binnen de vijftien dagen.

De synthesememorie wordt, nu dit stuk de initieel aangevoerde middelen die de verzoekende partij na lezing van het verweer wenst te weerhouden omvat alsmede haar reactie op de nota met opmerkingen, door de Raad aangewend als basis om een beslissing te nemen.

Indien de verzoekende partij nalaat om binnen de toegekende termijn van vijftien dagen een synthesememorie neer te leggen, dan wordt zij geacht geen belang meer te hebben bij het beroep.

De laatste wijziging sluit aan bij de vereiste vervat in artikel 14, 3° van het ontwerp. In dit geval wordt niet voorzien in een voor de inschrijving van het beroep uit te voeren regularisatie van het processtuk, daar de verzoekende partij reeds partij is. Daarom wordt voorzien dat de verzoekende partij door de griffie uitdrukkelijk wordt gewezen op deze verplichting, zodat in haar hoofde geen gerede twijfel kan ontstaan over de te vervullen pleegvormen, de termijn binnen dewelke die moeten vervuld worden en de eventuele sanctie bij de miskenning ervan. Daarnaast blijft het uiteraard mogelijk zich te beroepen op overmacht en dwaling daar dit steeds in elke wettekst is inbegrepen (GwH 4 april 1995, nr. 32/95, overweging B.5.3.). Met deze vereiste én de voorafgaande verplichting door de griffie, wordt de rechtsbescherming niet op een buitensporig restrictieve of formalistische wijze beperkt.

Indien de verzoekende partij tijdig een synthesememorie heeft ingediend of de griffie in kennis heeft gesteld dat zij geen synthesememorie indient, wordt de procedure verder gezet » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2555/001 en 2556/001, p. 56).

B.20.1. Wanneer een vreemdeling een annulatieberoep instelt dat volgens de in artikel 39/81 van de wet van 15 december 1980 beschreven procedure wordt behandeld, zendt de griffier van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen « onverwijld een afschrift van het beroep aan de verwerende partij » (artikel 39/71, in samenhang gelezen met artikel 39/81, eerste lid, eerste streepje, van de wet van 15 december 1980).

Binnen « acht dagen na de kennisgeving van het beroep » bezorgt die partij de griffier het administratieve dossier, waarbij zij een nota met opmerkingen kan voegen (artikel 39/81, tweede lid, van de wet van 15 december 1980).



Wanneer de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen niet beslist om het annulatieberoep volgens de in artikel 39/73 beschreven « louter schriftelijke procedure » te behandelen, zendt de griffie van het administratieve rechtscollege, « zodra het nuttig is », een afschrift van de eventuele nota met opmerkingen aan de auteur van het beroep en stelt zij hem tevens in kennis van de eventuele neerlegging van het administratieve dossier door de tegenpartij (artikel 39/81, derde lid, van de wet van 15 december 1980).

B.20.2.1. Binnen acht dagen na die kennisgeving is de vreemdeling vrij de griffie van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in kennis te stellen van zijn wens om een synthesememorie neer te leggen (artikel 39/81, vierde lid, eerste zin, van de wet van 15 december 1980) waarin alle aangevoerde middelen worden samengevat (artikel 39/81, vijfde lid, van dezelfde wet).

B.20.2.2. Bij gebrek aan een dergelijke kennisgeving van de vreemdeling binnen die termijn, doet dat rechtscollege, « nadat de partijen die daarom verzocht hebben gehoord zijn, onverwijld » uitspraak door het beroep te verwerpen wegens ontstentenis van belang van de vreemdeling (artikel 39/81, vierde lid, tweede zin, van de wet van 15 december 1980).

B.20.2.3. Indien de vreemdeling, binnen acht dagen na de in B.20.1 bedoelde kennisgeving, de griffie ervan in kennis stelt dat hij geen synthesememorie wenst neer te leggen, wordt de procedure voortgezet (artikel 39/81, negende lid, van de wet van 15 december 1980).

B.20.2.4. Indien de vreemdeling, binnen die laatste termijn van acht dagen, de griffie in kennis stelt van zijn wens om een synthesememorie neer te leggen, beschikt hij vanaf de in B.20.1 bedoelde kennisgeving over vijftien dagen om die memorie neer te leggen (artikel 39/81, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980).

Indien hij die memorie binnen de toegekende termijn neerlegt, wordt de procedure voortgezet (artikel 39/81, negende lid, van de wet van 15 december 1980) en doet de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen uitspraak op basis van de synthesememorie, behoudens wat de ontvankelijkheid van het beroep en van de middelen betreft en zonder afbreuk te doen aan het recht van de vreemdeling en van de tegenpartij om hun mondelinge opmerkingen ter terechtzitting voor te dragen en aan het verbod om andere middelen aan te voeren dan die welke in het verzoekschrift of in de nota worden uiteengezet (artikel 39/81, zevende lid, in samenhang gelezen met artikel 39/60, van de wet van 15 december 1980).

Indien de vreemdeling de aan de griffie gemelde synthesememorie daarentegen niet neerlegt, doet de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, « nadat de partijen die daarom verzocht hebben gehoord zijn, onverwijld » uitspraak door het beroep te verwerpen wegens ontstentenis van belang van de vreemdeling (artikel 39/81, zesde lid, van de wet van 15 december 1980).

Indien de door een advocaat bijgestane vreemdeling de aan de griffie gemelde synthesememorie neerlegt binnen de termijn van vijftien dagen bedoeld in artikel 39/81, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980, maar nalaat daarvan een afschrift op elektronische wijze over te zenden onder de in het koninklijk besluit van 26 januari 2014 bepaalde voorwaarden, zal zijn memorie onontvankelijk worden verklaard (artikel 39/81, achtste lid, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 21, 3°).

B.20.2.5. In een synthesememorie worden de in het verzoekschrift geformuleerde middelen waarvan de vreemdeling niet wenst af te zien nadat hij kennis heeft genomen van het administratieve dossier en van de eventuele nota met opmerkingen van de tegenpartij, en de repliek van de vreemdeling op dat dossier en op die nota, bij elkaar gebracht (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2572/002, pp. 6-7).

Om de taak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in de ingewikkelde zaken te verlichten (*ibid.*, p. 6), moeten de in de synthesememorie opgenomen middelen worden samengevat (artikel 39/81, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980).

B.21.1. Om de in B.13 uiteengezette redenen is het niet onverantwoord om aan de door een advocaat bijgestane rechtzoekenden de elektronische verzending van procedurestukken op te leggen.

B.21.2. De bestreden bepaling schrijft de verplichting om een afschrift van de synthesememorie per elektronische post te verzenden voor op straffe van niet-ontvankelijkheid van dat processtuk. Die bepaling moet aldus worden begrepen dat het niet-naleven van de opgelegde vormvereiste enkel gevolgen heeft ten aanzien van de ontvankelijkheid van de synthesememorie. In tegenstelling tot het geval waarin de verzoekende partij de griffie niet tijdig meedeelt of zij al dan niet een synthesememorie zal neerleggen (artikel 39/81, vierde lid) of het geval waarin de verzoekende partij de griffie meedeelt dat zij een synthesememorie wenst neer te leggen doch dit nalaat (artikel 39/81, zesde lid), voorziet de wet in artikel 39/81, achtste lid, niet dat de niet-naleving van de opgelegde vormvereiste de onontvankelijkheid van het beroep wegens gebrek aan belang met zich meebrengt. Bijgevolg dient de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen zich bij de niet-naleving van die vormvereiste uit te spreken op basis van het verzoekschrift.

B.21.3. Bij zijn arrest nr. 88/2012 van 12 juli 2012 heeft het Hof in verband met de synthesememorie geoordeeld dat de afschaffing van de mogelijkheid voor de verzoeker voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen om schriftelijk te repliceren op de argumenten van de tegenpartij « aanzienlijk afbreuk [deed] aan de rechten van de verdediging van die categorie van verzoekers » (B.36.1) en dat die aantasting onevenredig was (B.37). Het Hof heeft bijgevolg bij dat arrest de bepaling vernietigd die een einde maakte aan de mogelijkheid om dat procedurestuk in te dienen. Hieruit vloeit voort dat de synthesememorie een wezenlijk element is van de procedure dat bijdraagt tot het waarborgen van de rechten van de verdediging en dat iedere maatregel die tot gevolg heeft de mogelijkheden voor het neerleggen van dat stuk door de verzoekende partij te beperken, moet worden verantwoord door een reden van algemeen belang en evenredig met dat doel moet zijn.

B.21.4. Hoewel het doel dat erin bestaat het werk van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen te vereenvoudigen en te versnellen, kan verantwoord worden dat de door een advocaat bijgestane verzoeker wordt verzocht een elektronisch afschrift van zijn synthesememorie mee te delen, is het evenwel niet evenredig om het niet verzenden van een elektronisch afschrift van die memorie gepaard te doen gaan met een sanctie van niet-ontvankelijkheid, zonder te voorzien in enige regularisatiemogelijkheid, terwijl de synthesememorie aangetekend zou zijn overgezonden binnen de opgelegde termijn en overeenkomstig de verschillende voorwaarden opgelegd in artikel 39/81 van de wet van 15 december 1980, waaraan in B.20 wordt herinnerd.

De bestreden bepalingen hebben dus onevenredige gevolgen, niet in zoverre zij voorzien in de sanctie van niet-ontvankelijkheid van de synthesememorie, maar in zoverre zij geen enkele regularisatiemogelijkheid invoeren voor het niet verzenden van een elektronisch afschrift van die memorie.

B.22. De middelen zijn in die mate gegrond.

De woorden « Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de synthesememorie en » dienen dus te worden vernietigd in artikel 39/81, achtste lid, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij artikel 21, 3°, van de bestreden wet.

B.23. Teneinde de rechtsonzekerheid te vermijden waartoe die vernietiging aanleiding zou kunnen geven voor de lopende procedures bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en teneinde het de wetgever mogelijk te maken een regeling uit te werken die tegemoetkomt aan de in B.12.1 uitgedrukte bekommernissen, dienen de gevolgen van de vernietigde bepaling te worden gehandhaafd voor de procedures die zijn ingesteld of nog worden ingesteld tot de inwerkingtreding van een nieuwe bepaling en uiterlijk tot 31 december 2015.



Om die redenen,  
het Hof

- vernietigt, in artikel 39/81, achtste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij artikel 21, 3<sup>o</sup>, van de wet van 8 mei 2013 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen II », de woorden « Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de synthesesmemorie en »;

- handhaaft de gevolgen van de in het voormelde artikel 39/81, achtste lid, vernietigde woorden tot de inwerkingtreding van een nieuwe bepaling en uiterlijk tot 31 december 2015;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 30 april 2015.

De griffier,  
F. Meersschaut

De voorzitter,  
J. Spreutels

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2015/202475]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 49/2015 vom 30. April 2015

Geschäftsverzeichnisnummern. 5853 und 5863

*In Sachen:* Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 8. Mai 2013 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II)», erhoben von Mustapha Ammor und von der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften und Kati Verstrepen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

#### I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 20. Februar 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 24. Februar 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Mustapha Ammor, unterstützt und vertreten durch RA R. Fonteyn, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 11, 14, 21 und 27 des Gesetzes vom 8. Mai 2013 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II)» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 22. August 2013).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 24. Februar 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 26. Februar 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 14 Nrn. 3 und 4, 21 Nr. 2 und 27 des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Mai 2013: die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften und Kati Verstrepen, unterstützt und vertreten durch RA D. Lindemans, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 5853 und 5863 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

#### II. Rechtliche Würdigung

(...)

#### In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Der Rat für Ausländerstreitsachen ist ein administratives Rechtsprechungsorgan, das befugt ist, über Beschwerden im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung, die gegen Beschlüsse des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose eingelegt werden, sowie über Klagen auf Nichtigerklärung anderer «Einzelbeschlüsse, die in Anwendung der Gesetze über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern gefasst wurden» (Artikel 39/1 und 39/2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 « über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern») zu erkennen.

B.1.2. Die wichtigsten Verfahrensregeln, die vor diesem Rechtsprechungsorgan einzuhalten sind, sind in Kapitel 5 («Verfahren») von Titel Ibis («Rat für Ausländerstreitsachen») des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 enthalten.

Die Artikel 39/56 bis 39/68-2, die Abschnitt 1 dieses Kapitels bilden, sind «gemeinsame Bestimmungen», die auf das Verfahren anwendbar sind, das sowohl bei Beschwerden im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung als auch bei Nichtigkeitsklagen einzuhalten ist. Die Artikel 39/69 bis 39/77, die Abschnitt 2 dieses Kapitels bilden, sind «Sonderbestimmungen, die auf Beschwerden in Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung gegen Beschlüsse des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose anwendbar sind».

Die Artikel 39/78 bis 39/85, die Abschnitt 3 des vorerwähnten Kapitels bilden, betreffen die «Nichtigkeitsklagen».

B.2.1. Die vorliegenden Klagen auf Nichtigerklärung sind gegen die Artikel 11, 14, 21 und 27 des Gesetzes vom 8. Mai 2013 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II)» gerichtet.

Die angefochtenen Artikel 11, 14 und 21 ändern jeweils die Artikel 39/57-1, 39/69 und 39/81 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ab; der angefochtene Artikel 27 bestimmt das Inkrafttreten dieser Abänderungen.

B.2.2.1. Artikel 11 des Gesetzes vom 8. Mai 2013 wird vom Kläger in der Rechtssache Nr. 5853 nur insofern angefochten, als in dieser Bestimmung auf Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 Nr. 7, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 14 Nr. 3, Bezug genommen wird.

Der angefochtene Artikel 11 Nr. 1 ergänzt Artikel 39/57-1 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 durch folgenden Satz:

«Wenn eine Partei ihren Wohnsitz bei einem Rechtsanwalt gewählt hat, dürfen diese Versendungen auch per elektronische Post an die Adresse erfolgen, die der Rechtsanwalt benutzt hat, um die in Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 Nr. 7 erwähnte Abschrift zu senden, es sei denn, der Rechtsanwalt hat dazu ausdrücklich eine andere elektronische Adresse angegeben».

B.2.2.2. Ergänzt durch den angefochtenen Artikel 11 Nr. 1 bestimmt Artikel 39/57-1 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980:

«Sofern es sich nicht um eine Vorladung handelt, darf die Versendung auch mit gewöhnlicher Post oder per Fax erfolgen, vorausgesetzt, bei ihrer Entgegennahme setzt keine Frist ein. Wenn eine Partei ihren Wohnsitz bei einem Rechtsanwalt gewählt hat, dürfen diese Versendungen auch per elektronische Post an die Adresse erfolgen, die der Rechtsanwalt benutzt hat, um die in Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 Nr. 7 erwähnte Abschrift zu senden, es sei denn, der Rechtsanwalt hat dazu ausdrücklich eine andere elektronische Adresse angegeben».

B.2.3. Artikel 14 Nr. 3 des Gesetzes vom 8. Mai 2013 ergänzt Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 durch eine Nr. 7 mit folgendem Wortlaut:

«7. Anträge, die von einer Partei, der ein Rechtsanwalt beisteht, eingereicht worden sind und von denen keine Abschrift per elektronische Post und gemäß den durch einen Königlichen Erlass festgelegten Modalitäten gesendet worden ist».

Der angefochtene Artikel 14 Nr. 4 fügt in Artikel 39/69 § 1 Absatz 4 zwischen den Wörtern «Absatz 3 Nr. 1, 2, 4, 5, 6» und den Wörtern «teilt der Chefgreffier» die Ziffer «, 7» ein.

B.2.4. Der angefochtene Artikel 11 Nr. 2 ergänzt Artikel 39/81 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 durch folgenden Satz:

«Wenn der ursprüngliche Schriftsatz mit Anmerkungen per Einschreiben oder durch Boten gegen Empfangsbestätigung eingereicht wird, wird zur Vermeidung der Unzulässigkeit des Schriftsatzes mit Anmerkungen innerhalb derselben Frist eine Abschrift davon per elektronische Post und gemäß den durch einen Königlichen Erlass festgelegten Modalitäten gesendet».

Der angefochtene Artikel 21 Nr. 3 fügt zwischen den Absätzen 7 und 8 von Artikel 39/81 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einen Absatz mit folgendem Wortlaut ein:

«Wenn der antragstellenden Partei ein Rechtsanwalt beisteht, wird zur Vermeidung der Unzulässigkeit des Syntheschriftsatzes eine Abschrift des Syntheschriftsatzes innerhalb der in Absatz 5 vorgesehenen Frist per elektronische Post und gemäß den durch einen Königlichen Erlass festgelegten Modalitäten gesendet. Die Kanzlei vermerkt diese Vorschrift ausdrücklich in der in Absatz 3 vorgesehenen Notifizierung».

B.2.5. Aufgrund des angefochtenen Artikels 27 sind die angefochtenen Bestimmungen «am ersten Tag des sechsten Monats nach dem Monat, in dem das vorliegende Gesetz im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist», d.h. am 1. Februar 2014 in Kraft getreten.

Aus der Darlegung der Klageschriften geht hervor, dass diese Bestimmung nur insofern angefochten wird, als darin auf die anderen angefochtenen Bestimmungen Bezug genommen wird.

B.3. Den Vorarbeiten zufolge bezwecken die angefochtenen Bestimmungen die «schrittweise Verwirklichung der elektronischen Bearbeitung von Beschwerden vor dem Rat für Ausländerstreitsachen»:

«Man hat sich dafür entschieden, eine Reihe von Maßnahmen zu ergreifen, die dazu führen können, dass - ohne dass hierzu bedeutende Investitionen erforderlich wären - der Rat für Ausländerstreitsachen seine wesentliche Aufgabe - das Erlassen von qualitativ hochwertigen Entscheiden innerhalb der gesetzlichen Fristen - noch besser erfüllen kann.

[...]

4. die schrittweise Verwirklichung der elektronischen Bearbeitung von Beschwerden vor dem Rat für Ausländerstreitsachen;

[...]

Zur Zeit werden im Rat beziehungsweise in der Kanzlei des Rates viele Arbeitsvorgänge bereits elektronisch abgewickelt. Es ist jedoch festzustellen, dass die Kommunikation mit den Parteien immer noch wie im 20. Jahrhundert verläuft, d.h. schriftlich (per Brief und/oder Fax). Es ist die Absicht der Regierung, dass der Rat als modernes administratives Rechtsprechungsorgan entschieden den Weg ins elektronische Zeitalter einschlägt und die Möglichkeiten der elektronischen Prozessführung maximal benutzt. Internationale Beispiele wie das Gericht für den öffentlichen Dienst der Europäischen Union können dabei herangezogen werden, was die Hinterlegung und Notifizierung von Verfahrensunterlagen betrifft.

Die Verwendung paralleler elektronischer Unterlagen soll dafür sorgen, dass der Rat für Ausländerstreitsachen längerfristig noch schneller funktionieren kann. Dennoch will die Regierung nicht übereilt vorgehen. Anstatt eine große Anpassung vorzunehmen, deren Durchführung mehrere Jahre in Anspruch nehmen würde, entscheidet sich die Regierung hinsichtlich der Kommunikation mit den Prozessparteien für eine allmähliche Einführung mit 'quick-wins'. So wird im Gesetzentwurf unter gewissen Bedingungen den Parteien die Verpflichtung auferlegt, die Antragschrift und den Schriftsatz mit Anmerkungen dem Rat elektronisch zu übermitteln. Die Einführung dieser beschränkten Maßnahme hat eine direkte Wirkung: Verfahrensunterlagen, über die die Prozessparteien in der Regel in elektronischer Form verfügen, brauchen von den Magistraten bei der Abfassung ihrer Entscheide nicht mehr eingescannt oder noch einmal getippt zu werden. Es versteht sich von selbst, dass dadurch ein großer Zeitgewinn entstehen kann. Gleichzeitig ist bereits die Möglichkeit vorgesehen, den Parteien gewisse Schriftstücke elektronisch zu übermitteln. In einer späteren Phase soll es unter anderem aufgrund der ersten Erfahrungen mit den im Entwurf vorgesehenen elektronischen Hinterlegungen und Notifizierungen möglich sein, die Verfahrensakten auf Papier ganz zu ersetzen» (*Parl. Dok., Kammer, 2012-2013, DOC 53-2555/001 und 2556/001, SS. 30-33*).

In den Vorarbeiten wurde hinsichtlich des angefochtenen Artikels 11 auch Folgendes dargelegt:

«Es ist die Absicht, dass der Rat für Ausländerstreitsachen in Zukunft immer mehr mit elektronischen Dokumenten arbeitet. Man hat sich dafür entschieden, schrittweise vorzugehen. An erster Stelle wurde eine Website entwickelt, die den Rechtsuchenden in die Lage versetzt, die Rechtsprechung des Rates für Ausländerstreitsachen leicht wiederzufinden und eine Reihe von praktischen Informationen über die Arbeitsweise dieses Rechtsprechungsorgans zur Kenntnis zu nehmen. Eine zweite Phase in der Entwicklung eines e-Rechtsprechungsorgans besteht darin, die von den Parteien elektronisch eingereichten Verfahrensunterlagen bei der Abfassung der Entscheide zu verwenden. In einer dritten Phase soll der Rat für Ausländerstreitsachen auch den Aufbau eines Systems in Angriff nehmen, bei dem das gesamte Verfahren (Einreichung der Antragschrift, Bearbeitung, Einsichtnahme in die Verfahrensunterlagen, Notifizierung von Akten, usw.) elektronisch verläuft. Dazu werden bereits jetzt mehrere Anpassungen am Ausländergesetz vorgenommen. Die vorgesehenen Anpassungen von Artikel 39/57-1 erlauben es dem Rat für Ausländerstreitsachen, sobald die nötigen praktischen Modalitäten geregelt sind, Versendungen, die heute per Post oder per Fax erfolgen, auch elektronisch vorzunehmen» (ebenda, SS. 40-41).

Es wurde ebenfalls Folgendes präzisiert:

«Das Inkrafttreten dieses Gesetzes ist hinsichtlich der Regelung, mit der den Parteien die Verpflichtung auferlegt wird, eine elektronische Abschrift ihrer Verfahrensunterlagen zu übermitteln, am ersten Tag des sechsten Monats nach dem Monat, in dem das Gesetz im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, vorgesehen. So wird dem Rat für Ausländerstreitsachen und den Parteien genügend Zeit gelassen, eventuell notwendige Anpassungen im EDV-Bereich vorzunehmen (z.B. Errichtung eines E-Mail-Kontos» (ebenda, S. 59).

B.4. Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 26. Januar 2014 «zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 2006 zur Festlegung des Verfahrens vor dem Rat für Ausländerstreitsachen» hat Artikel 3 § 3 des vorerwähnten königlichen Erlasses vom 21. Dezember 2006 wie folgt ersetzt:

«§ 3. Die in Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 Nr. 7, Artikel 39/72 § 1 Absatz 2 und Artikel 39/81 Absatz 2 und 8 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnten Abschriften per elektronische Post werden dem Rat als Datei im Anhang an eine E-Mail an folgende Adresse gesendet:

procedure.rvv-cce@ibz.fgov.be

Bei der elektronischen Übermittlung der im vorangehenden Absatz erwähnten Abschriften müssen folgende Bedingungen erfüllt werden:

1. Jede E-Mail bezieht sich auf nur eine Beschwerde und eine Verfahrensunterlage.

2. Nachfolgende Abkürzungen und Referenzangaben (jeweils durch einen Bindestrich ' - ' getrennt) werden sowohl in der Betreffzeile der E-Mail als auch für den Namen der angehängten Datei verwendet:

a) für die in Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 Nr. 7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnten Abschriften: die Abkürzung ' REQ ', gefolgt von der Aktennummer beim Ausländeramt und dem Namen des Antragstellers,

b) für Abschriften im Rahmen von Artikel 39/69 § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980: die Abkürzung ' REGUL ', gefolgt von der Referenznummer (siehe Brief der Kanzlei, in dem zur Berichtigung aufgefordert wird) und dem Namen des Antragstellers,

c) für die in Artikel 39/72 § 1 Absatz 2 und Artikel 39/81 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnten Abschriften: die Listennummer, gefolgt von der Abkürzung ' NOT ', dem Namen des Antragstellers und der Abkürzung ' CG ' beziehungsweise ' DVZOE ' (je nachdem, ob der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder der Minister beziehungsweise sein Beauftragter die beklagte Partei ist) beziehungsweise dem Namen der Stadt/der Gemeinde, die als beklagte Partei angegeben worden ist,

d) für die in Artikel 39/81 Absatz 8 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnten Abschriften: die Listennummer, gefolgt von der Abkürzung ' SYNT ' und dem Namen des Antragstellers.

Gibt es mehrere Antragsteller, wird nur der Name der Person angegeben, die als Erste auf dem Antrag vermerkt ist.

3. Die elektronische Abschrift der Verfahrensunterlage wird im Format ' Portable Document Format Archivable (.pdf/A) ' oder im Format ' OpenDocument Text (.odt) ' gesendet».

Diese Bestimmung ist aufgrund von Artikel 2 des vorerwähnten königlichen Erlasses vom 26. Januar 2014 am 1. Februar 2014 in Kraft getreten.

*In Bezug auf die Zulässigkeit*

B.5. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5853 begründet ihr Interesse an der Klage mit ihrer Eigenschaft als Rechtsuchende, die eine Nichtigkeitsklage beim Rat für Ausländerstreitsachen eingereicht habe.

Die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften, erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5863, und die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, intervenierende Partei, haben insbesondere den Auftrag, auf die gemeinsamen beruflichen Interessen ihrer Mitglieder zu achten (Artikel 495 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches), und können Initiativen und Maßnahmen ergreifen, die für die Verteidigung der Interessen des Rechtsanwalts und des Rechtsuchenden nützlich sind (Artikel 495 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches); sie weisen das erforderliche Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklage von Bestimmungen auf, die den Rechtsuchenden, dem ein Rechtsanwalt beisteht, zur elektronischen Versendung von Verfahrensunterlagen verpflichten, was vom Ministerrat übrigens nicht in Abrede gestellt wird.

Da die Klage in Bezug auf die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5863 zulässig ist, braucht die Klage der zweiten klagenden Partei nicht geprüft zu werden.

B.6. Der Ministerrat macht eine Unzulässigkeitseinrede geltend, insofern die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5863 eine Argumentation im Zusammenhang mit der elektronischen Versendung des Syntheseschriftsatzes darlegten, während die Nichtigkeitsklage nicht gegen Artikel 21 Nr. 3 des Gesetzes vom 8. Mai 2013 gerichtet sei, sondern gegen Artikel 21 Nr. 2 des Gesetzes vom 8. Mai 2013.

B.7.1. Kraft Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof muss eine Klageschrift eine Darlegung des Sachverhalts und der Klagegründe enthalten.

Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden. Diese Erfordernisse liegen einerseits darin begründet, dass der Gerichtshof ab der Einreichung der Klageschrift in der Lage sein muss, die genaue Tragweite der Nichtigkeitsklage zu bestimmen, und andererseits in dem Bemühen, die anderen Verfahrensparteien in die Lage zu versetzen, auf die Argumente der Kläger zu antworten, wozu eine klare und eindeutige Darlegung der Klagegründe erforderlich ist.

B.7.2. Aus der in der Klageschrift enthaltenen Darlegung der Klagegründe geht eindeutig hervor, dass die klagenden Parteien Artikel 21 Nr. 3 des Gesetzes vom 8. Mai 2013 anvisieren. Der materielle Irrtum im Zusammenhang mit dem Teil des angefochtenen Artikels hat den Ministerrat übrigens nicht daran gehindert, auf geeignete Weise seine Verteidigung zu führen, weshalb den Erfordernissen von Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 entsprochen worden ist.

B.7.3. Die Einrede wird abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

*In Bezug auf die elektronische Versendung einer Abschrift der Klageschrift (angefochtener Artikel 14 Nrn. 3 und 4)*

B.8.1. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5853, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 13 und 191 der Verfassung abgeleitet ist, ist gegen den angefochtenen Artikel 14 gerichtet, insofern diese Bestimmung nur von Antragstellern, denen ein Rechtsanwalt beistehe, verlange, dass Verfahrensunterlagen per elektronische Post unter den durch einen königlichen Erlass festgelegten Bedingungen übermittelt würden, wobei die Eintragung in die Liste im Falle von Antragschriften, die nicht Gegenstand einer per elektronische Post übermittelten Abschrift gewesen seien, verweigert werde.

Diese Maßnahme schaffe einen nicht gerechtfertigten Behandlungsunterschied unter den Antragstellern vor dem Rat für Ausländerstreitsachen je nachdem, ob ihnen ein Rechtsanwalt beistehe oder nicht, wodurch der Zugang zum Gericht für die Antragsteller, denen ein Rechtsanwalt «beisteht», auf unvernünftige und unverhältnismäßige Weise beeinträchtigt werde, wobei der Beistand durch einen Rechtsanwalt außerdem ein ungenaues Kriterium darstelle.



B.8.2. Im ersten Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen Artikel 13 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, abgeleitet ist, vertreten die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5863 die Ansicht, dass die angefochtenen Bestimmungen dadurch, dass die elektronische Versendung von Verfahrensunterlagen vorgeschrieben werde, dem Recht der betreffenden Rechtsuchenden auf Zugang zum Gericht Abbruch täten.

In ihrem zweiten Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung im Sinne der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, abgeleitet ist, vertreten dieselben klagenden Parteien die Ansicht, dass die angefochtenen Bestimmungen eine Diskriminierung unter den Antragstellern, die ein Verfahren vor dem Rat für Ausländerstreitsachen einleiteten, einführten, je nachdem, ob ihnen durch einen Rechtsanwalt beigestanden werde oder nicht.

B.8.3. Der Gerichtshof prüft die Klagegründe zusammen.

B.9.1. Der Ministerrat macht eine Einrede der Unzulässigkeit des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 5853 geltend, insofern dieser aus einem Verstoß gegen Artikel 191 der Verfassung abgeleitet sei.

B.9.2. Gegen Artikel 191 der Verfassung kann nur verstoßen werden, insofern die angefochtenen Bestimmungen einen Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Ausländern und den Belgiern einführen. Da aus der Darlegung in der Klageschrift hervorgeht, dass die in diesem Klagegrund bemängelten Behandlungsunterschiede sich ausschließlich auf den Vergleich verschiedener Kategorien von Ausländern untereinander beziehen, die vor dem Rat für Ausländerstreitsachen auftreten, ist der vorerwähnte Klagegrund unzulässig, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 191 der Verfassung abgeleitet ist.

B.10.2. Der Ministerrat macht ebenfalls eine Einrede der Unzulässigkeit der Klagegründe in der Rechtssache Nr. 5863 geltend, insofern sie aus einem Verstoß gegen Artikel 13 der Verfassung und gegen Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention sowie Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte abgeleitet seien.

B.10.2. Ohne dass geprüft werden muss, ob jede der im Klagegrund angeführten Bestimmungen auf die spezifischen Streitsachen, über die der Rat für Ausländerstreitsachen befindet, anwendbar ist, genügt die Feststellung, dass das durch diese Bestimmungen gewährleistete Recht auf Zugang zum Gericht sich außerdem aus einem allgemeinen Rechtsgrundsatz ergibt, der unter Einhaltung der Artikel 10 und 11 der Verfassung einer jeden Person zu gewährleisten ist.

B.11. In der durch den angefochtenen Artikel 14 abgeänderten Fassung bestimmt Artikel 39/69 § 1 Absätze 3 bis 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980:

«Folgende Beschwerden werden nicht in die Liste eingetragen:

1. Beschwerden ohne Abschrift des angefochtenen Akts oder der Unterlage, durch die die antragstellende Partei von dem Akt in Kenntnis gesetzt worden ist,
2. Beschwerden, denen nicht vier Abschriften beiliegen,
3. Beschwerden, für die die Gebühr für die Eintragung in die Liste nicht gezahlt worden ist,
4. Anträge ohne Unterschrift,
5. Anträge, die keine Wohnsitzwahl in Belgien enthalten,
6. Anträge, denen kein Verzeichnis von Schriftstücken beigefügt ist, die alle gemäß diesem Inventar nummeriert sein müssen,
7. Anträge, die von einer Partei, der ein Rechtsanwalt beisteht, eingereicht worden sind und von denen keine Abschrift per elektronische Post und gemäß den durch einen Königlichen Erlass festgelegten Modalitäten gesendet worden ist.

Bei Anwendung von Absatz 3 Nr. 1, 2, 4, 5, 6, 7 teilt der Chefgreffier der antragstellenden Partei per Brief den Grund der Nichteintragung in die Liste mit und fordert sie auf, den Antrag innerhalb acht Tagen zu berichtigen.

Für die antragstellende Partei, die ihren Antrag innerhalb acht Tagen ab Erhalt der in Absatz 4 erwähnten Aufforderung berichtet, gilt das Datum der ersten Antragsreicherung.

Ein Antrag, der nicht berichtet oder unvollständig beziehungsweise zu spät berichtet wird, gilt als nicht eingereicht».

B.12.1. Die Zunahme und die Dringlichkeit der Streitsachen infolge der Anwendung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 rechtfertigen die Annahme besonderer Regeln, die geeignet sind, die Bearbeitung der Beschwerden beim Rat für Ausländerstreitsachen zu beschleunigen. Die Maßnahmen zur Beschleunigung und Vereinfachung des Verfahrens sind jedoch nur unter der Bedingung zulässig, dass sie nicht auf unverhältnismäßige Weise das Recht der Antragsteller verletzen, die Gerichtsbarkeitsgarantien zu genießen, die es ihnen ermöglichen, durch einen Richter im Rahmen einer wirksamen Beschwerde ihre Einwände prüfen zu lassen, die aus einem Verstoß gegen ihre Rechte abgeleitet sind.

B.12.2. In den Vorarbeiten in Bezug auf den angefochtenen Artikel 14 Nrn. 3 und 4 heißt es:

«2. Die nachstehend dargelegte Einführung der elektronischen Übermittlung einer Abschrift der Antragschrift impliziert, dass es genügt, wenn die antragstellende Partei neben der Urschrift vier Abschriften ihrer Antragschrift hinterlegt (Abschrift für die beklagte(n) Partei(en) und für die Akten - Verfahrensakte und Sitzungsmappen für den Spruchkörper). Es ist somit nicht nötig, in diesem Fall die Hinterlegung von sechs Abschriften zu verlangen.

3 und 4. Damit die Magistrate beim Rat schneller arbeiten können, ist es angebracht, dass sie über eine elektronische Fassung der Antragschriften verfügen können. Deshalb wird der antragstellenden Partei, der von einem Rechtsanwalt beigestanden wird - bei dem angenommen werden kann, dass er seine Antragschriften in elektronischer Form verfasst hat -, die Verpflichtung auferlegt, eine elektronische Fassung der Antragschrift - neben der Fassung auf Papier - zu übermitteln. Eine Verletzung dieser Pflicht führt zur Anwendung des gemeinrechtlichen Verfahrens zur Berichtigung der Antragschrift, und zwar auf Bitte der Kanzlei. Die genauen praktischen Modalitäten werden in dem in Artikel 39/68 des Ausländergesetzes erwähnten königlichen Erlass näher ausgearbeitet» (*Parl. Dok., Kammer, 2012-2013, DOC 53-2555/001 und 2556/001, S. 44*).

B.12.4. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die Verpflichtung, neben der Fassung auf Papier eine elektronische Abschrift der Antragschrift zu übermitteln, ähnlich wie insbesondere die im Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnte Verpflichtung, vier Abschriften der Antragschrift beizulegen, durch das Ziel gerechtfertigt wird, dem Rat für Ausländerstreitsachen die Arbeit zu erleichtern.

B.13.1. Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 Nr. 7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 14 Nr. 3 abgeänderten Fassung hat also zur Folge, dass nur die Antragsteller, denen durch ein Rechtsanwalt beigestanden wird, der Verpflichtung unterliegen, eine Abschrift der Antragschrift auf elektronische Weise zu übermitteln.



B.13.2. Ein solcher Unterschied beruht auf einem Kriterium, das objektiv und dem verfolgten Ziel gegenüber relevant ist.

In seiner Eigenschaft als Hilfsorgan der Justiz ist der Rechtsanwalt ein Berufsangehöriger, bei dem der Gesetzgeber von der Vermutung ausgehen kann, dass er mit einer elektronischen Adresse zu beruflichen Zwecken sowie mit dem geeigneten Informatikmaterial ausgestattet ist, damit er leicht über eine elektronische Abschrift der Antragschrift verfügen kann, falls er seine Antragschrift nicht unmittelbar auf elektronische Weise verfasst hätte.

Der spezifische Auftrag der Vertretung vor Gericht, mit dem der Rechtsanwalt betraut ist, sowie seine beruflichen und berufsethischen Verpflichtungen können es rechtfertigen, dass von ihm verlangt wird, dass er im Rahmen des Beistands, den er seinem Mandanten gewährt, eine elektronische Abschrift von Verfahrensunterlagen übermittelt.

Im Übrigen ist es Sache des Rates für Ausländerstreitsachen, das Kriterium des Beistands durch einen Rechtsanwalt und den Zeitpunkt, zu dem dieses Kriterium Anwendung finden soll, zu definieren.

B.14. Indem nur von den Parteien, denen von einem Rechtsanwalt beigestanden wird, verlangt wird, dass sie eine elektronische Abschrift der Antragschrift übermitteln, und zwar unter den im vorerwähnten königlichen Erlass vom 26. Januar 2014 festgelegten Bedingungen, tut die beanstandete Maßnahme den Rechten der Antragsteller, denen von einem Rechtsanwalt beigestanden wird, nicht auf unverhältnismäßige Weise Abbruch.

Genauso wie die anderen Formvorschriften nach Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 Nrn. 1, 2, 4, 5 und 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ist die auferlegte Formalität ausdrücklich im Gesetz vorgesehen und kann die Verpflichtung zur elektronischen Übermittlung einer Abschrift der Antragschrift im Sinne von Artikel 39/69 § 1 Absatz 3 Nr. 7 Gegenstand eines Berichtigungsverfahrens im Sinne von Artikel 39/69 § 1 Absätze 4 bis 6 desselben Gesetzes sein; die antragstellende Partei verfügt über die Möglichkeit, ihre eventuelle Unterlassung zu berichtigen innerhalb von acht Tagen nach Eingang des Schreibens, mit dem der Chefgreffier sie auffordert, ihre Antragschrift zu berichtigen, wobei der Grund der Nichteintragung in die Liste präzisiert wird.

Unter Berücksichtigung dieser Berichtigungsmöglichkeit innerhalb einer angemessenen Frist in Anbetracht des betreffenden Erfordernisses beeinträchtigt diese Maßnahme nicht auf ungerechtfertigte oder unverhältnismäßige Weise die Ausübung der Nichtigkeitsklage vor dem Rat für Ausländerstreitsachen, indem den Antragstellern, denen von einem Rechtsanwalt beigestanden wird, die Verpflichtung zur elektronischen Versendung einer Abschrift der Antragschrift auferlegt wird.

B.15. Die Klagegründe sind unbegründet.

*In Bezug auf die elektronische Versendung einer Abschrift des Syntheseschriftsatzes (angefochtener Artikel 21 Nr. 3)*

B.16.1. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5853, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 13 und 191 der Verfassung abgeleitet ist, ist gegen den angefochtenen Artikel 21 Nr. 3 gerichtet, insofern diese Bestimmung nur den Antragstellern, denen von einem Rechtsanwalt beigestanden werde, die Verpflichtung auferlege, eine Abschrift des Syntheseschriftsatzes per elektronische Post zu übermitteln, und die Nichtbeachtung dieses Erfordernisses mit der Unzulässigkeit des Syntheseschriftsatzes ahnde.

Diese Maßnahme schaffe einen nicht gerechtfertigten Behandlungsunterschied unter den Antragstellern vor dem Rat für Ausländerstreitsachen je nachdem, ob ihnen ein Rechtsanwalt beistehe oder nicht, wodurch der Zugang zum Gericht für die Antragsteller, denen ein Rechtsanwalt «beisteht», auf unvernünftige und unverhältnismäßige Weise beeinträchtigt werde, wobei der Beistand durch einen Rechtsanwalt außerdem ein ungenaues Kriterium darstelle.

B.16.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5863 legen bezüglich dieser Bestimmung die gleichen Klage- und Beschwerdegründe dar wie diejenigen, die gegen den angefochtenen Artikel 14 gerichtet sind und in B.8.2 erwähnt wurden.

B.16.3. Der Gerichtshof prüft die Klagegründe zusammen.

B.17. Aus den in B.9.2 angegebenen Gründen ist der Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5853 unzulässig, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 191 der Verfassung abgeleitet ist.

B.18. In der durch den angefochtenen Artikel 21 abgeänderten Fassung und vor seiner Abänderung durch das Gesetz vom 10. April 2014 bestimmte Artikel 39/81 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980:

«Das Nichtigkeitsverfahren verläuft wie in den folgenden Artikeln vorgesehen:

- 39/71,

[...]

Die beklagte Partei übermittelt dem Greffier innerhalb acht Tagen ab Notifizierung der Beschwerde die Verwaltungsakte, der sie einen Schriftsatz mit Anmerkungen beifügen kann. Wenn der ursprüngliche Schriftsatz mit Anmerkungen per Einschreiben oder durch Boten gegen Empfangsbestätigung eingereicht wird, wird zur Vermeidung der Unzulässigkeit des Schriftsatzes mit Anmerkungen innerhalb derselben Frist eine Abschrift davon per elektronische Post und gemäß den durch einen königlichen Erlass festgelegten Modalitäten gesendet.

Findet Artikel 39/73 keine Anwendung, übermittelt die Kanzlei der antragstellenden Partei in Abweichung von Absatz 1 rechtzeitig eine Abschrift des Schriftsatzes mit Anmerkungen und setzt sie gleichzeitig von der Hinterlegung der Verwaltungsakte bei der Kanzlei in Kenntnis.

Ab der in Absatz 3 erwähnten Notifizierung verfügt die antragstellende Partei über acht Tage, um der Kanzlei zu notifizieren, ob sie einen Syntheseschriftsatz hinterlegen möchte oder nicht. Hat die antragstellende Partei binnen dieser Frist keine Notifizierung eingereicht, befindet der Rat unverzüglich nach Anhörung der Parteien, die darum ersucht haben, wobei das Fehlen des erforderlichen Interesses festgestellt wird.

Hat die antragstellende Partei binnen der Frist notifiziert, dass sie einen Syntheseschriftsatz hinterlegen möchte, verfügt sie ab der in Absatz 3 erwähnten Notifizierung über fünfzehn Tage, um einen Syntheseschriftsatz zu hinterlegen, in dem alle geltend gemachten Gründe zusammengefasst werden.

Hat die antragstellende Partei keinen Syntheseschriftsatz, wie in Absatz 5 erwähnt, eingereicht, befindet der Rat unverzüglich nach Anhörung der Parteien, die darum ersucht haben, wobei das Fehlen des erforderlichen Interesses festgestellt wird.

Hat die antragstellende Partei binnen der vorgesehenen Frist einen Syntheseschriftsatz, wie in Absatz 5 erwähnt, eingereicht, befindet der Rat auf der Grundlage des Syntheseschriftsatzes, außer in Bezug auf die Zulässigkeit der Beschwerde und der Klagegründe und unbeschadet von Artikel 39/60.

Wenn der antragstellenden Partei ein Rechtsanwalt beisteht, wird zur Vermeidung der Unzulässigkeit des Syntheseschriftsatzes eine Abschrift des Syntheseschriftsatzes innerhalb der in Absatz 5 vorgesehenen Frist per elektronische Post und gemäß den durch einen königlichen Erlass festgelegten Modalitäten gesendet. Die Kanzlei vermerkt diese Vorschrift ausdrücklich in der in Absatz 3 vorgesehenen Notifizierung.

Hat die antragstellende Partei binnen der Frist einen Syntheseschriftsatz eingereicht oder der Kanzlei notifiziert, dass sie keinen Syntheseschriftsatz einreicht, wird das Verfahren gemäß Absatz 1 fortgesetzt».

B.19. In den Vorarbeiten bezüglich des angefochtenen Artikels 21 Nr. 3 heißt es:

«Die antragstellende Partei hinterlegt einen Syntheseschriftsatz innerhalb von fünfzehn Tagen.

Der Syntheseschriftsatz wird, da dieses Schriftstück die anfangs vorgebrachten Klagegründe, die die antragstellende Partei nach erfolgter Lesung der Verteidigung aufrechterhalten möchte, sowie ihre Reaktion auf den Schriftsatz mit Anmerkungen umfasst, vom Rat als Grundlage für seine Entscheidung verwendet.

Wenn die antragstellende Partei es unterlässt, innerhalb der ihr eingeräumten Frist von fünfzehn Tagen einen Syntheseschriftsatz zu hinterlegen, wird davon ausgegangen, dass sie kein Interesse an der Beschwerde mehr hat.

Die letztgenannte Änderung schließt sich dem in Artikel 14 Nr. 3 des Entwurfs enthaltenen Erfordernis an. In diesem Fall wird keine für die Eintragung der Beschwerde durchzuführende Berichtigung der Verfahrensunterlage vorgesehen, da die antragstellende Partei bereits als Partei am Verfahren beteiligt ist. Deshalb wird vorgesehen, dass die antragstellende Partei durch die Kanzlei ausdrücklich auf diese Verpflichtung hingewiesen wird, so dass bei ihr kein vernünftiger Zweifel bezüglich der zu erfüllenden Formalitäten, der Frist, innerhalb deren diese zu erfüllen sind, und der eventuellen Sanktion bei Nichterfüllung entstehen kann. Darüber hinaus ist es natürlich weiterhin möglich, sich auf höhere Gewalt und Irrtum zu berufen, da dies immer in jedem Gesetzestext enthalten ist (VerfGH, 4. April 1995, Nr. 32/95, Erwägung B.5.3). Mit diesem Erfordernis und der vorherigen Verpflichtung seitens der Kanzlei wird der Rechtsschutz nicht auf übermäßig restriktive oder formalistische Weise eingeschränkt.

Wenn die antragstellende Partei fristgerecht einen Syntheseschriftsatz eingereicht oder die Kanzlei davon in Kenntnis gesetzt hat, dass sie keinen Syntheseschriftsatz einreicht, wird das Verfahren fortgesetzt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2555/001 und 2556/001, S. 56).

B.20.1. Wenn ein Ausländer eine Nichtigkeitsklage einreicht, die nach dem in Artikel 39/81 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beschriebenen Verfahren geprüft wird, übermittelt der Greffier des Rates für Ausländerstreitsachen «sodort der beklagten Partei [...] eine Abschrift der Beschwerde» (Artikel 39/71 in Verbindung mit Artikel 39/81 Absatz 1 erster Gedankenstrich des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

Innerhalb von «acht Tagen ab Notifizierung der Beschwerde» übermittelt diese Partei dem Greffier die Verwaltungsakte, der sie einen Schriftsatz mit Anmerkungen beifügen kann (Artikel 39/81 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

Wenn der Rat für Ausländerstreitsachen nicht beschließt, die Nichtigkeitsklage gemäß dem in Artikel 39/73 beschriebenen «rein schriftlichen Verfahren» zu behandeln, schickt die Kanzlei des administrativen Rechtsprechungsorgans «rechtzeitig» eine Abschrift des etwaigen Schriftsatzes mit Anmerkungen an den Urheber der Beschwerde und setzt ihn gleichzeitig von der etwaigen Hinterlegung der Verwaltungsakte durch die Gegenpartei in Kenntnis (Artikel 39/81 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

B.20.2.1. Innerhalb von acht Tagen nach dieser Notifizierung steht es dem Ausländer frei, der Kanzlei des Rates für Ausländerstreitsachen seinen Wunsch mitzuteilen, einen Syntheseschriftsatz zu hinterlegen (Artikel 39/81 Absatz 4 erster Satz des Gesetzes vom 15. Dezember 1980), in dem alle geltend gemachten Gründe zusammengefasst werden (Artikel 39/81 Absatz 5 desselben Gesetzes).

B.20.2.2. Erfolgt eine solche Notifizierung durch den Ausländer nicht innerhalb dieser Frist, so befindet dieses Rechtsprechungsorgan «unverzüglich nach Anhörung der Parteien, die darum ersucht haben», indem sie die Beschwerde wegen fehlenden Interesses auf Seiten des Ausländers abweist (Artikel 39/81 Absatz 4 zweiter Satz des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

B.20.2.3. Wenn der Ausländer innerhalb von acht Tagen nach der in B.20.1 angeführten Mitteilung die Kanzlei davon in Kenntnis setzt, dass er keinen Syntheseschriftsatz hinterlegen möchte, wird das Verfahren fortgesetzt (Artikel 39/81 Absatz 9 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

B.20.2.4. Wenn der Ausländer innerhalb dieser Frist von acht Tagen der Kanzlei seinen Wunsch mitteilt, einen Syntheseschriftsatz zu hinterlegen, verfügt er über fünfzehn Tage ab der in B.20.1 angeführten Mitteilung, um diesen Schriftsatz zu hinterlegen (Artikel 39/81 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

Wenn er diesen Schriftsatz innerhalb der vorgeschriebenen Frist hinterlegt, wird das Verfahren fortgesetzt (Artikel 39/81 Absatz 9 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980) und befindet der Rat für Ausländerstreitsachen auf der Grundlage des Syntheseschriftsatzes, außer in Bezug auf die Zulässigkeit der Beschwerde und der Klagegründe und unbeschadet des Rechts des Ausländers und der Gegenpartei, in der Sitzung mündlich ihre Anmerkungen vorzubringen, und des Verbots, andere Gründe als die im Antrag oder im Schriftsatz mit Anmerkungen angeführten Gründe geltend zu machen (Artikel 39/81 Absatz 7 in Verbindung mit Artikel 39/60 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

Wenn der Ausländer hingegen den bei der Kanzlei angekündigten Syntheseschriftsatz nicht hinterlegt, befindet der Rat für Ausländerstreitsachen «unverzüglich nach Anhörung der Parteien, die darum ersucht haben», indem sie die Beschwerde wegen fehlenden Interesses auf Seiten des Ausländers abweist (Artikel 39/81 Absatz 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

Wenn der Ausländer, dem ein Rechtsanwalt beisteht, den bei der Kanzlei angekündigten Syntheseschriftsatz innerhalb der fünfzehntägigen Frist im Sinne von Artikel 39/81 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 hinterlegt, aber es unterlässt, eine Abschrift desselben unter den im königlichen Erlass vom 26. Januar 2014 festgelegten Bedingungen auf elektronische Weise zu übermitteln, wird sein Schriftsatz für unzulässig erklärt (Artikel 39/81 Absatz 8 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 21 Nr. 3).

B.20.2.5. Ein Syntheseschriftsatz enthält die in der Antragschrift formulierten Klagegründe, auf die der Ausländer nicht verzichten möchte, nachdem er die Verwaltungsakte und den etwaigen Schriftsatz mit Anmerkungen der Gegenpartei zur Kenntnis genommen hat, sowie die Replik des Ausländers auf diese Akte und auf diesen Schriftsatz (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2572/002, SS. 6-7).

Damit die Aufgabe des Rates für Ausländerstreitsachen in komplizierten Sachen erleichtert wird (ebenda, S. 6), müssen die im Syntheseschriftsatz enthaltenen Klagegründe zusammengefasst werden (Artikel 39/81 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

B.21.1. Aus den in B.13 dargelegten Gründen ist es nicht ungerechtfertigt, dem Rechtsuchenden, dem ein Rechtsanwalt beisteht, die Verpflichtung zur elektronischen Versendung von Verfahrensunterlagen aufzuerlegen.

B.21.2. Die angefochtene Bestimmung schreibt die Verpflichtung, eine Abschrift des Syntheseschriftsatzes per elektronische Post zu übermitteln, zur Vermeidung der Unzulässigkeit dieser Verfahrensunterlage vor. Diese Bestimmung ist somit in dem Sinne zu verstehen, dass die Nichterfüllung der vorgeschriebenen Formalität nur hinsichtlich der Zulässigkeit des Syntheseschriftsatzes Folgen nach sich zieht. Im Gegensatz zu dem Fall, in dem die antragstellende Partei der Kanzlei nicht rechtzeitig mitgeteilt hat, ob sie einen Syntheseschriftsatz hinterlegen wird oder nicht (Artikel 39/81 Absatz 4), oder dem Fall, in dem die antragstellende Partei der Kanzlei mitteilt, dass sie einen Syntheseschriftsatz hinterlegen möchte, dies aber unterlässt (Artikel 39/81 Absatz 6), sieht das Gesetz in Artikel 39/81 Absatz 8 nicht vor, dass die Nichterfüllung der vorgeschriebenen Formalität zur Unzulässigkeit der Beschwerde wegen mangelnden Interesses führt. Demzufolge muss der Rat für Ausländerstreitsachen bei Nichteinhaltung dieser Formvorschrift aufgrund der Antragschrift entscheiden.

B.21.3. In seinem Entscheid Nr. 88/2012 vom 12. Juli 2012 hat der Gerichtshof im Zusammenhang mit dem Syntheseschriftsatz geurteilt, dass die Abschaffung der Möglichkeit für die antragstellende Partei vor dem Rat für Ausländerstreitsachen, schriftlich auf die Argumente der Gegenpartei zu replizieren, «erheblich die Rechte der Verteidigung dieser Kategorie von Antragstellern [verletzt]» (B.36.1) und dass diese Antastung unverhältnismäßig ist (B.37). Der Gerichtshof hat demzufolge in diesem Entscheid die Bestimmung, die der Möglichkeit, diese Verfahrensunterlage einzureichen, ein Ende setzte, für nichtig erklärt. Daraus ergibt sich, dass der Syntheseschriftsatz ein wesentliches, zur Gewährleistung der Rechte der Verteidigung beitragendes Element des Verfahrens ist und dass jede Maßnahme, die zur Beschränkung der Möglichkeiten zur Hinterlegung dieser Unterlage durch die antragstellende Partei führt, durch einen Grund des Allgemeininteresses gerechtfertigt werden und im Verhältnis zu diesem Ziel stehen muss.

B.21.4. Obwohl das Ziel, das darin besteht, die Arbeit des Rates für Ausländerstreitsachen zu vereinfachen und zu beschleunigen, rechtfertigen kann, dass der Antragsteller, dem ein Rechtsanwalt beisteht, aufgefordert wird, eine elektronische Abschrift seines Syntheseschriftsatzes zu übermitteln, ist es jedoch nicht verhältnismäßig, die Nichtübermittlung einer elektronischen Abschrift dieses Schriftsatzes mit einer Sanktion der Unzulässigkeit einhergehen zu lassen, ohne irgendeine Berichtigungsmöglichkeit vorzusehen, während der Syntheseschriftsatz innerhalb der vorgeschriebenen Frist und gemäß den verschiedenen in Artikel 39/81 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 auferlegten Bedingungen, die in B.20 in Erinnerung gerufen worden sind, per Einschreiben übermittelt worden wäre.

Die angefochtenen Bestimmungen haben somit unverhältnismäßige Folgen, nicht insofern sie die Sanktion der Unzulässigkeit des Syntheseschriftsatzes vorsehen, sondern insofern sie keinerlei Berichtigungsmöglichkeit für die Nichtübermittlung einer elektronischen Abschrift dieses Schriftsatzes vorsehen.

B.22. Die Klagegründe sind in diesem Maße begründet.

Die Wortfolge «zur Vermeidung der Unzulässigkeit des Syntheseschriftsatzes» in Artikel 39/81 Absatz 8 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 21 Nr. 3 des angefochtenen Gesetzes, ist somit für nichtig zu erklären.

B.23. Damit die Rechtsunsicherheit, zu der diese Nichtigerklärung für die laufenden Verfahren beim Rat für Ausländerstreitsachen Anlass geben könnte, vermieden und der Gesetzgeber in die Lage versetzt wird, eine Regelung auszuarbeiten, die den in B.12.1 ausgedrückten Besorgnissen gerecht wird, sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung für die eingeleiteten oder noch einzuleitenden Verfahren bis zum Inkrafttreten einer neuen Bestimmung und spätestens bis zum 31. Dezember 2015 aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt in Artikel 39/81 Absatz 8 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, eingefügt durch Artikel 21 Nr. 3 des Gesetzes vom 8. Mai 2013 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II)», die Wortfolge «zur Vermeidung der Unzulässigkeit des Syntheseschriftsatzes» für nichtig;

- erhält die Folgen der im vorerwähnten Artikel 39/81 Absatz 8 für nichtig erklärten Wortfolge bis zum Inkrafttreten einer neuen Bestimmung und spätestens bis zum 31. Dezember 2015 aufrecht;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 30. April 2015.

Der Kanzler,

F. Meererschaut

Der Präsident,

J. Spreutels

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11211]

12 MAI 2015. — Arrêté royal relatif à la mise en œuvre des dispositions relatives au droit d'obtenteur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, « Propriété intellectuelle » dans le Code de droit économique et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu le Code de droit économique, les articles XI.104 à XI.162, insérés par la loi du 19 avril 2014;

Vu la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, « Propriété intellectuelle » dans le Code de droit économique et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, l'article 32, § 2, alinéa 2;

Vu la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales;

Vu la loi du 10 janvier 2011 sur la protection des obtentions végétales;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1977 sur la protection des obtentions végétales;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1977 déterminant les redevances à payer en matière de protection du droit d'obtention végétale;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11211]

12 MEI 2015. — Koninklijk besluit ter uitvoering van de bepalingen betreffende het kwekersrecht van de wet van 19 april 2014 houdende invoeging van boek XI, "Intellectuele eigendom" in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, de artikelen XI.104 tot XI.162, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014;

Gelet op de wet van 19 april 2014 houdende invoeging van boek XI, "Intellectuele eigendom" in het Wetboek van economisch recht, en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, artikel 32, § 2, tweede lid;

Gelet op de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekproducten;

Gelet op de wet van 10 januari 2011 ter bescherming van kweekproducten;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1977 tot bescherming van kweekproducten;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1977 tot bepaling van de rechten te betalen inzake de bescherming van kweekproducten;